



Treaty Series No. 81 (1991)

Third Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union

[together with Declarations, General Regulations and Rules of
Procedure of Congresses]

Hamburg, 27 July 1984

[The United Kingdom instrument of ratification of the Third Additional Protocol and notification of approval of the General Regulations were deposited on 15 July 1986 and the Agreements entered into force for the United Kingdom on that date]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
November 1991*

LONDON : HMSO
£11.70 net

CONTENTS

	<i>French Text Page</i>	<i>English Translation Page</i>
1. Third Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union	1	76
2. Declarations made on signature of the Acts	37	79
3. General Regulations of the Universal Postal Union	52	94
4. Annex to the General Regulations: Rules of Procedure of Congresses	65	107
5. Ratifications of the Third Additional Protocol		118
6. Ratifications and Approvals of the General Regulations.		120

NOTE: The Constitution was ratified by the United Kingdom on 2 August 1966 and published as Cmnd. 3141 (Treaty Series No. 70 of 1966).

**TROISIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL
À LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE**

TABLE DES MATIÈRES

Art.	
I. (art. 13 modifié)	Organes de l'Union
II. (art. 16 supprimé)	Conférences administratives
III. (art. 19 supprimé)	Commissions spéciales
IV. (art. 20 modifié)	Bureau international
V. (art. 31 modifié)	Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements
VI.	Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union
VII.	Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

TROISIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE¹

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle, réunis en Congrès à Hamburg, vu l'article 30, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

Article I

(Article 13 modifié)

Organes de l'Union

1. Les organes de l'Union sont le Congrès, le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international.
2. Les organes permanents de l'Union sont le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international.

Article II

Article 16

Conférences administratives

(Article 16 supprimé)

Article III

Article 19

Commissions spéciales

(Article 19 supprimé)

Article IV

(Article 20 modifié)

Bureau international

Un office central, fonctionnant au siège de l'Union sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, dirigé par un Directeur général et placé sous le contrôle du Conseil exécutif, sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Administrations postales.

¹ La Constitution de l'Union postale universelle a été conclue par le Congrès de Vienne 1964 et figure dans le tome III des Documents de ce Congrès. Le premier Protocole additionnel a été adopté au Congrès de Tokyo 1969 et le deuxième au Congrès de Lausanne 1974.

Article V

(Article 31 modifié)

Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements

1. Le Règlement général, la Convention et les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.
2. Les Actes visés au paragraphe 1 sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. Dès le jour fixé par le Congrès pour la mise à exécution de ces Actes, les Actes correspondants du Congrès précédent sont abrogés.

Article VI

Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.
2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.
3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés aux paragraphes 1 et 2 sont adressés par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse qui notifie ce dépôt aux Pays-membres.

Article VII

Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

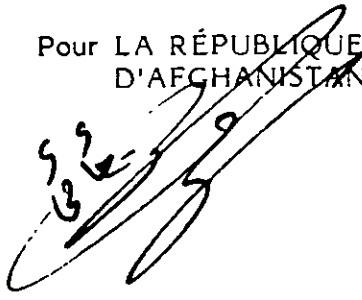
Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1er janvier 1986 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

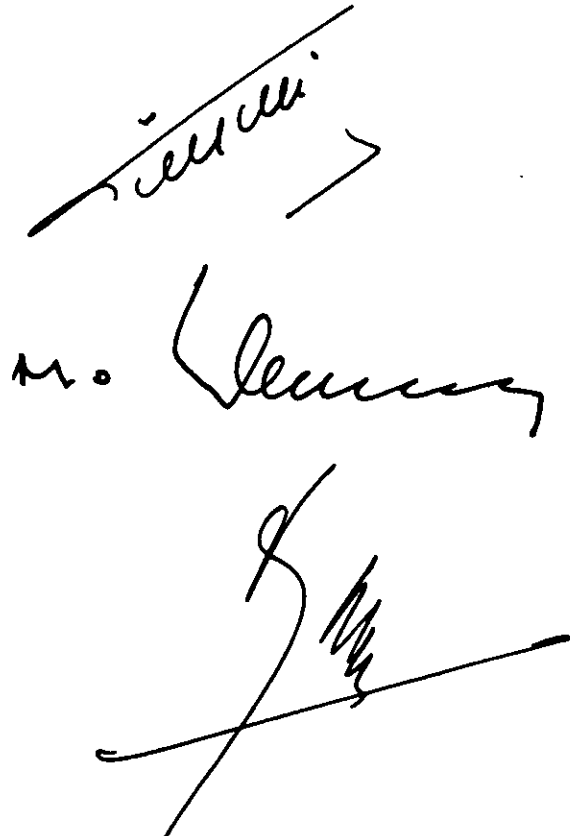
Fait à Hamburg, le 27 juillet 1984.

Voir les signatures ci-après.

Pour LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
D'AFGHANISTAN:



Pour LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE:



Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
SOCIALISTE D'ALBANIE:

Pour LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE:

K. Christ. M. M. M.
L. G. M. M. M.

Pour LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

W. J. M.
Michael Regan
D. M. M.
S. J. M.
David Clark Norton

Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
D'ANGOLA:

E. M. M.

Pour LE ROYAUME DE L'ARABIE
SAOUDITE:

M. M. M.

M. M. M.

Pour LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:

M. M. M.


Pour L'AUSTRALIE:

J. L. Brady
P. Johnish
KOSMICKAAM
Maris

Pour LE COMMONWEALTH DES
BAHAMAS:

John Saunders

Pour L'ÉTAT DE BAHRAIN:


ALI K. MATTAR

Pour LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE:

Hubert
Kultu del
Kosmickam

Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU BANGLADESH:

Salim
her

Pour BARBADE:

Myrt Abanor
[Signature]

Pour LA BELGIQUE:

[Signature]
[Signature]

Pour BELIZE:

Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU BÉNIN:

[Signature]
S.C. HOUKADATO

[Signature]
AÏDONON HAN

[Signature]
J. ALINDÉ

Pour LE ROYAUME DE BHOUTAN:

[Signature]

Pour LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:

Boleslav

Pour LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA:

Boleslav
Boleslav
Boleslav

Pour LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE
L'UNION DE BIRMANIE:

J. Shai Oan

J. Shai Oan

J. Shai Oan
J. Shai Oan

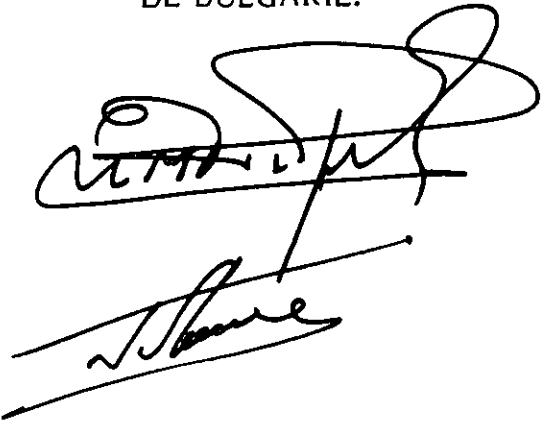
Pour LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE
DU BRÉSIL:

Helder de Brito
Helder de Brito

Pour LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE:

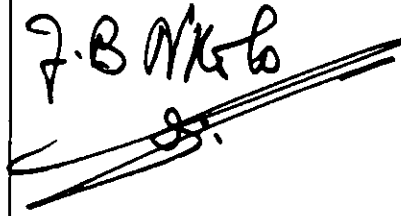
[Signature]

Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE BULGARIE:



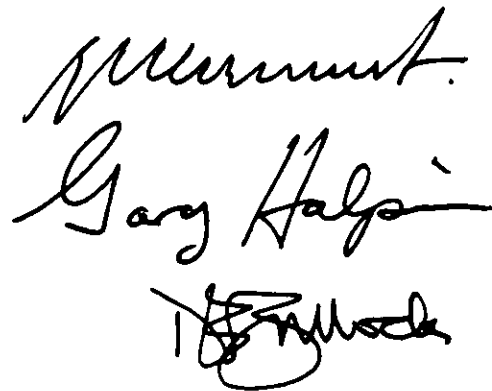
A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Pour LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN:



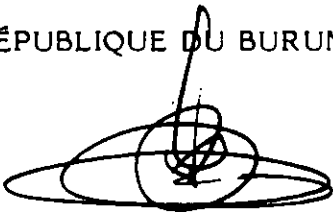
A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. B. Nkolo', with a long horizontal stroke underneath.

Pour LE CANADA:



Two handwritten signatures in black ink. The first is a cursive signature that appears to read 'M. M. M. M.', and the second is a signature that appears to read 'Gary Halpin'.


Pour LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI:

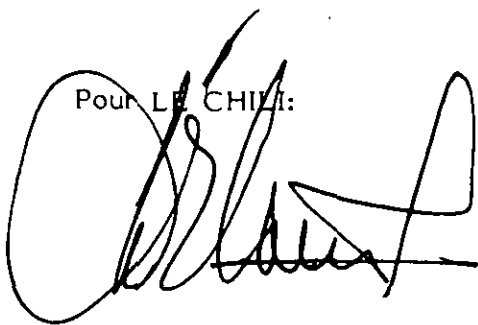


A handwritten signature in black ink, consisting of a large, circular loop with a vertical stroke extending upwards from the center.

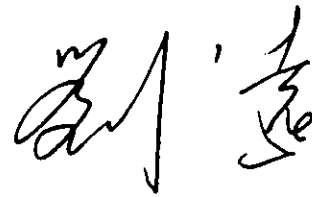
Pour LA RÉPUBLIQUE DU CAP-VERT:

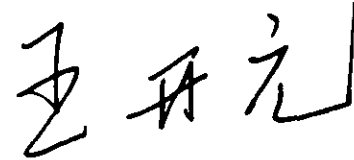
Pour LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:


B. BAO

Pour LE CHILI:


Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE:

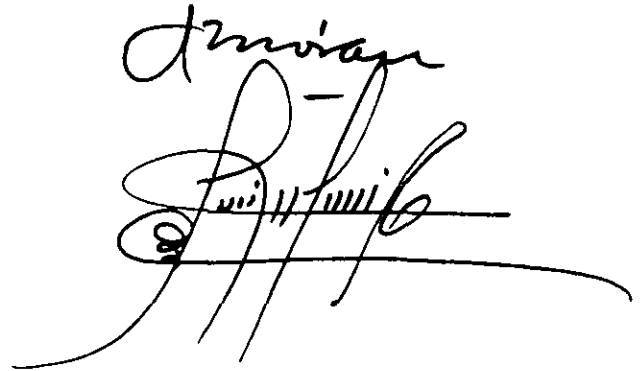




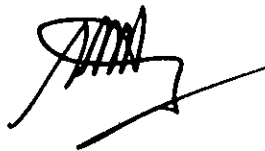
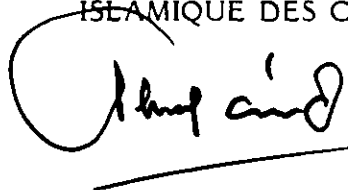
Pour LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE:



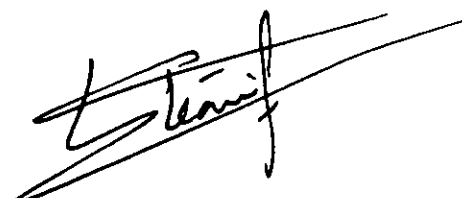
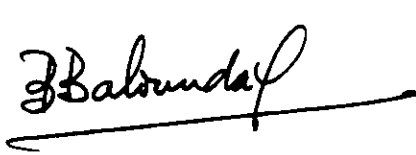
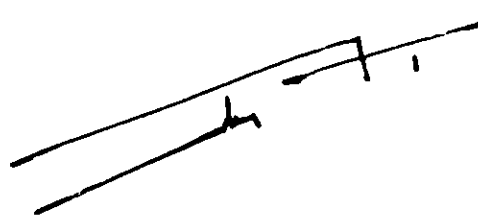
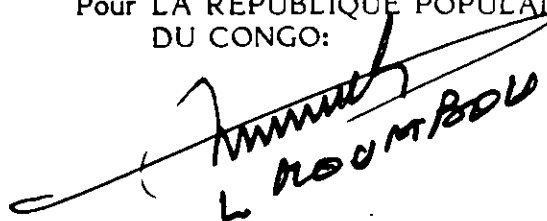
Pour LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:



Pour LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
ISLAMIQUE DES COMORES:



Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU CONGO:



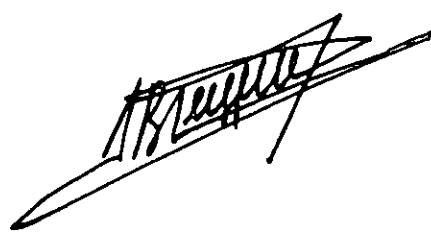
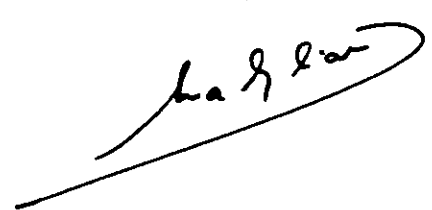
Pour LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:



Pour LA RÉPUBLIQUE DE COSTA RICA:



Pour LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE:



Pour LA RÉPUBLIQUE DE CUBA:

Osageva

Pour LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI:

[Signature]

Pour LE ROYAUME DE DANEMARK:

*B. L. Jensen
Boye Nordbo*

Pour LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

[Signature]

Pour LE COMMONWEALTH DE LA DOMINIQUE:

Richard Shillingford

Pour LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE:

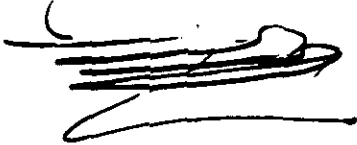
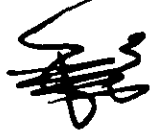
H. Sakka

Pour LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR:

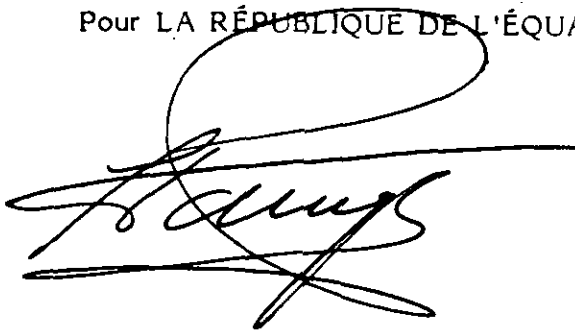
Pour L'ESPAGNE:



Pour LES ÉMIRATS ARABES UNIS:



Pour LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR:



Pour L'ÉTHIOPIE SOCIALISTE:

[Handwritten signatures for Ethiopia Socialist]

Pour LA FINLANDE:

Toikka Tapanainen

Pour LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

[Handwritten signatures for France, including a crossed-out signature]

Pour FIDJI:

Pour LA RÉPUBLIQUE GABONAISE:

~~1. 1. 1. 1. 1~~
~~[Signature]~~

~~[Signature]~~

~~[Signature]~~

~~[Signature]~~

Mboni

Pour LA RÉPUBLIQUE DE GAMBIE:

Pour LA RÉPUBLIQUE DU GHANA:

~~[Signature]~~

Pour LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, ÎLES DE LA MANCHE ET ÎLE DE MAN:

~~[Signature]~~

Alhassane

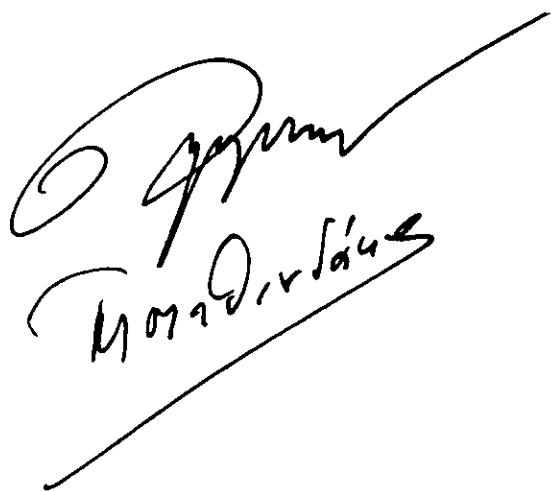
[Signature]

Pour LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER DONT LES RELATIONS INTERNATIONALES SONT ASSURÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

Alhassane

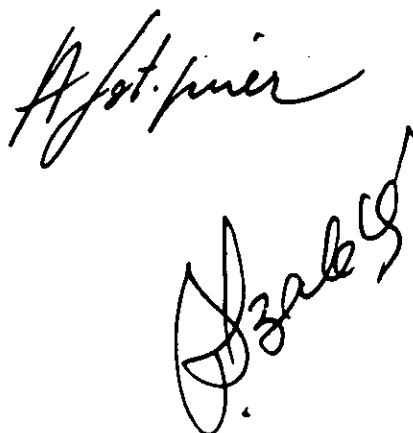
[Signature]

Pour LA GRÈCE:



Handwritten signature in cursive script, likely representing the Greek delegation.

Pour LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE:



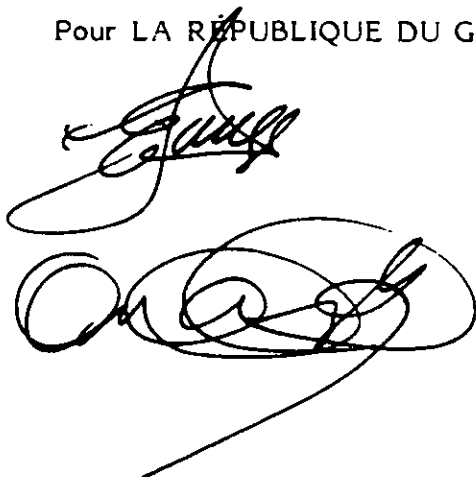
Two handwritten signatures in cursive script, representing the Guinean delegation.

Pour LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU:

Pour GRENADA:

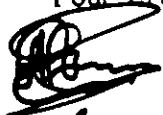
Pour LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
ÉQUATORIALE:

Pour LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA:



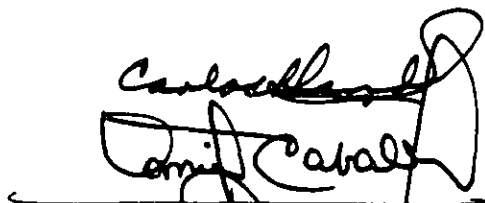
Two handwritten signatures in cursive script, representing the Guatemalan delegation.

Pour LA GUYANE:

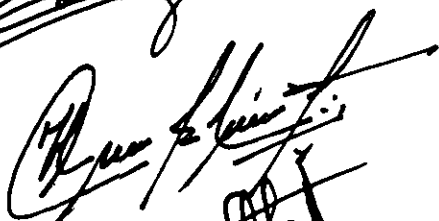
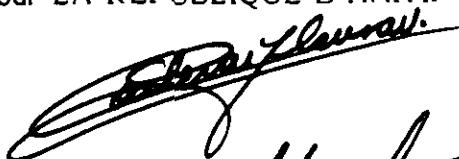


Edward Alou

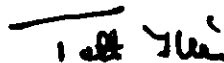
Pour LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS:



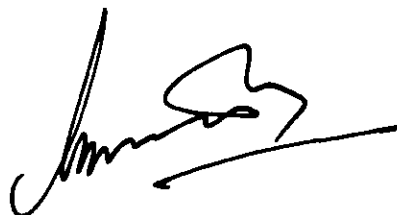
Pour LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI:



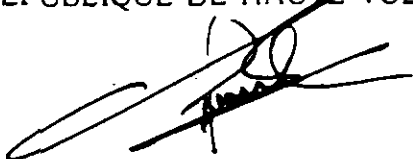
Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE:



Pour L'INDE:



Pour LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA:

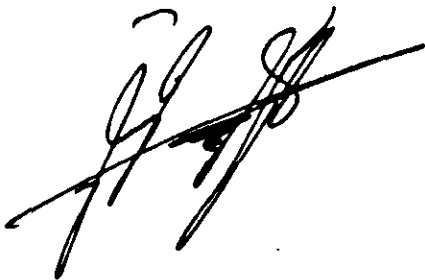


Pour LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE:



Handwritten signature for Indonesia, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a flourish.

Pour LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN:



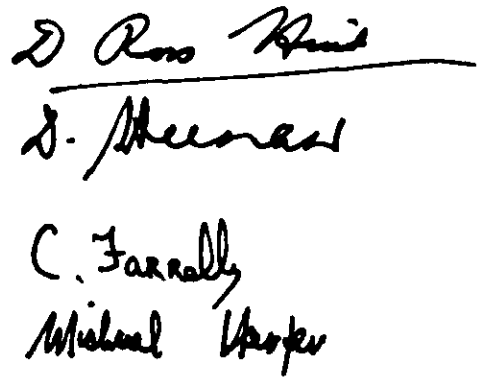
Handwritten signature for Iran, featuring a stylized 'G' followed by a horizontal line and a flourish.

Pour LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ:



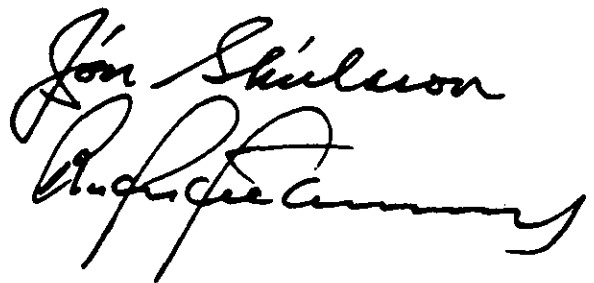
Handwritten signature for Iraq, consisting of a stylized 'S' followed by a horizontal line and a flourish.

Pour L'IRLANDE:



Handwritten signatures for Ireland, including 'D. Ross Smith', 'J. Sheehan', 'C. Farrell', and 'Michael Upton'.

Pour LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE:



Handwritten signatures for Iceland, including 'Jon Skulason' and 'R. G. Gunnarsson'.

Pour ISRAËL:

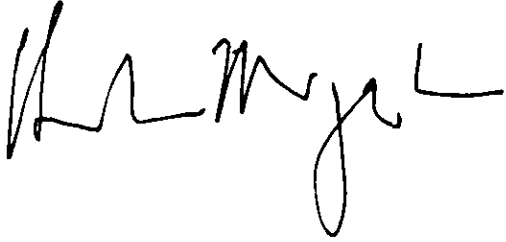
E. Luchmann *ms. 10*
R. G. *Article*
J. Lemel *Dms. 1*

Pour (AL) JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
POPULAIRE SOCIALISTE:

Pour LA JAMAÏQUE:

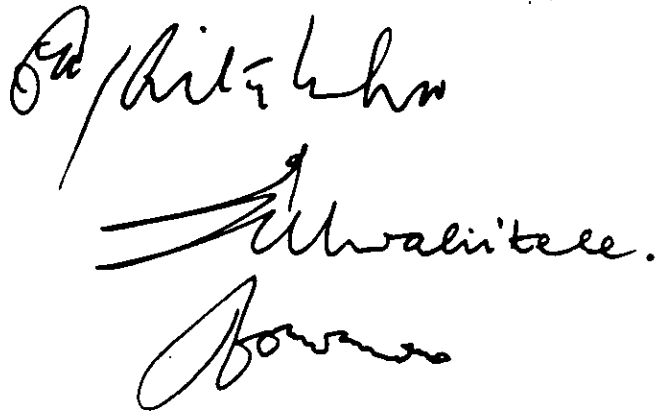
Pour L'ITALIE:

Pour LE JAPON:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'H. Miyagi'.

Pour KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE:

Pour LA RÉPUBLIQUE DE KENYA:

Three handwritten signatures in black ink, stacked vertically. The top one is 'P. Njiru', the middle one is 'M. Wainaina', and the bottom one is 'J. O. Njiru'.

Pour LE ROYAUME HACHÉMITE DE
JORDANIE:


Two handwritten signatures in black ink, stacked vertically. The top one is 'S. Al-Rajab' and the bottom one is 'A. Al-Rajab'.

Pour KUWAIT:

A single handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. Al-Mutairi'.

Pour LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
POPULAIRE LAO:

Pour LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA:

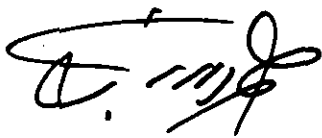

El Mowah



Pour LE ROYAUME DU LESOTHO:

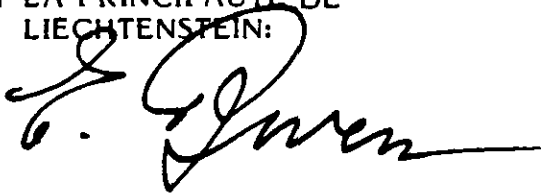


Pour LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE:

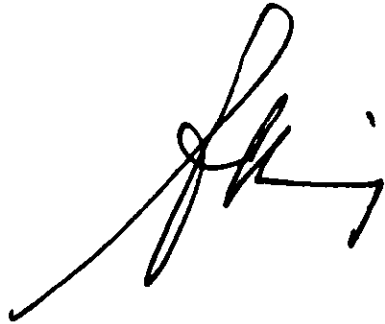


Georges Bou-Yaoudé


Pour LA PRINCIPAUTÉ DE
LIECHTENSTEIN:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. Loren', written in a cursive style.

Pour LE LUXEMBOURG:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. H.', written in a cursive style.A handwritten signature in black ink, appearing to be 'H. Hoff', written in a cursive style.

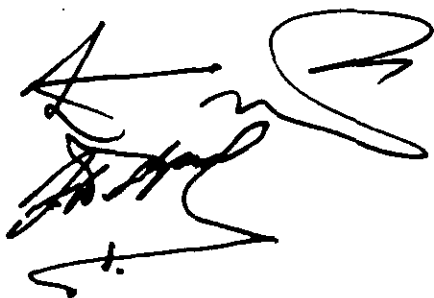
Pour LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DE MADAGASCAR:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. R.', written in a cursive style.A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M.', written in a cursive style.

Pour LA MALAISIE:

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'M. Gasim'.

Pour MALAWI:

A handwritten signature in cursive script, consisting of several overlapping strokes.

Pour LA RÉPUBLIQUE DES MALDIVES:

Pour LA RÉPUBLIQUE DU MALI:

Two handwritten signatures in cursive script, one above the other, both appearing to read 'Saw'.

Pour MALTE:

Pour LE ROYAUME DU MAROC:

Handwritten signature in Arabic script

Pour LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE:

Handwritten signature

Handwritten signature

Pour LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:

Handwritten signature

Handwritten signature

Pour MAURICE:

Pour LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO:

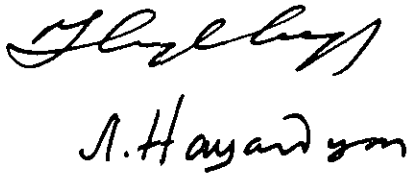


Pour LA RÉPUBLIQUE DE NAURU:

Pour LE NÉPAL:



Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE
MONGOLIE:



N. Hayandym

Pour LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA:

Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU MOZAMBIQUE:

Pour LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:



Pour LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE
NIGÉRIA:

Amur l-3
inshwilt

Pour LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

J. S. B. Lewis
W. J. G. G. G.
amiriver

Pour LA NORVÈGE:

A. R. R. R. R.
J. H. H. H.
K. S. S. S.
B. J. J. J.

Pour LE SULTANAT D'OMAN:

[Signature]

Pour L'UGANDA:

Pour LA PAPOUASIE - NOUVELLE-GUINÉE:

Pour LE PAKISTAN:

M. Ahmed

Whit
Mishel

Pour LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA:

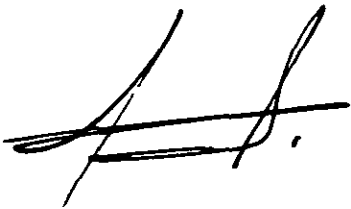
Alfonso
Fernando

Pour LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY:

Pour LES PAYS-BAS:

A handwritten signature in cursive script, appearing to be 'Bein'.

Pour LES ANTILLES NÉERLANDAISES:

A handwritten signature in cursive script, appearing to be 'A.S.'.

Pour LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU:

A large, flowing handwritten signature in cursive script, appearing to be 'Mejia'.

Pour LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE POLOGNE:

A handwritten signature in cursive script, appearing to be 'M. Garcia'.

Pour LE PORTUGAL:

Almeida Martins
António de Almeida

Pour LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE:

Kim Il-sung

Pour LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DE ROUMANIE:

Ion Iliescu
Marcel Rădulescu

Pour L'ÉTAT DE QATAR:

Hamad bin Khalifa Al Thani

Pour LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE:

Paulin Ndayishimiye
Yvonne Ndayishimiye

Pour LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
ALLEMANDE:

Ulrich

Pour SAINTE-LUCIE:

Pour LES ÎLES SALOMON:

J. Simister

J. J.

Pour LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DE SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE:

Pour LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN:

Gastone Paroli

Uphoen

Pour LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL:

A. Guiz (A. Guiz)

Diop

Dial

Ischi

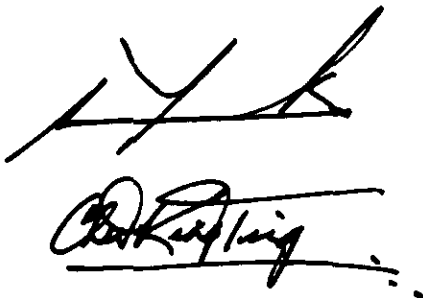
Pour SAINT-VINCENT-ET-GRENADINES:

Wendell

Pour LA RÉPUBLIQUE DES SEYCHELLES:

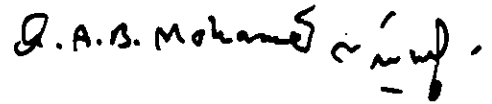
Pour LA RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE:

Pour SINGAPOUR:

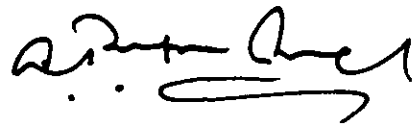


Pour LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DE SOMALIE:

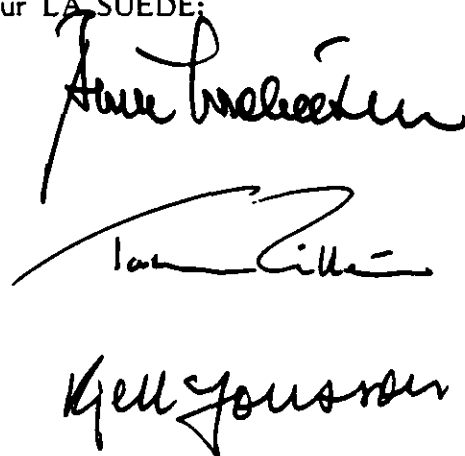
Pour LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU SOUDAN:



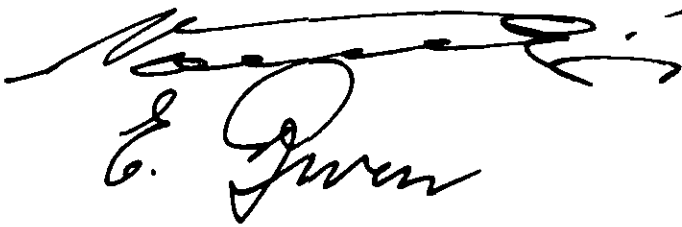
Pour LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DÉMOCRATIQUE DE SRI LANKA:



Pour LA SUÈDE:

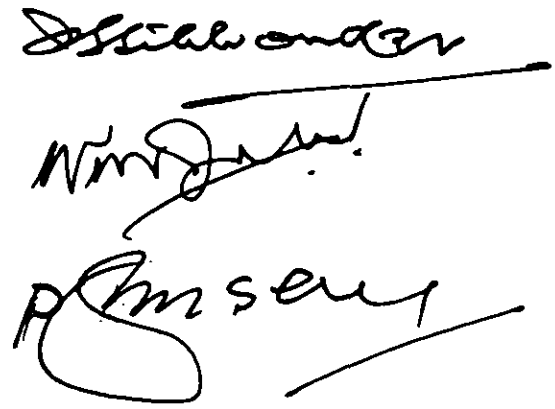


Pour LA CONFÉDÉRATION SUISSE:



E. Juren

Pour LE ROYAUME DU SWAZILAND:



M. Dabwender

Pour LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE:

M. DAZZOU

Pour LA RÉPUBLIQUE DU SURINAME:

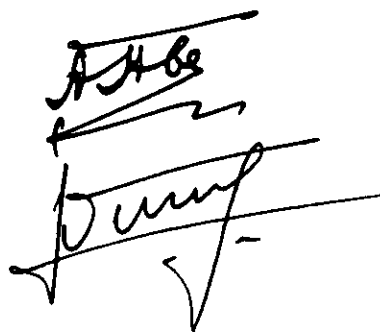


Pour LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE:

Pour LA THAÏLANDE:



Pour LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE:



Pour LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD:



Pour LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE:



Pour LE ROYAUME DES TONGA:



Pour LA RÉPUBLIQUE DE TRINITÉ-ET-TOBAGO:

Joye Alcantara

Pour LA TUNISIE:

N. S. /

عبد الحليم

Pour LA TURQUIE:

G. Bilgin

Pour TUVALU:

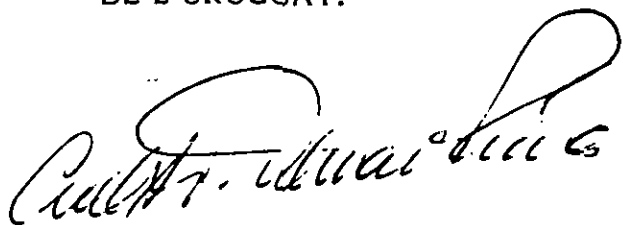
Pour LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:

Горький

Pour L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

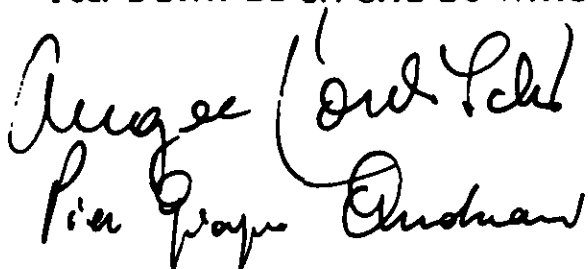
Elanov

Pour LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE
DE L'URUGUAY:



Pour LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU:

Pour L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN:



Papa Jean Paul II

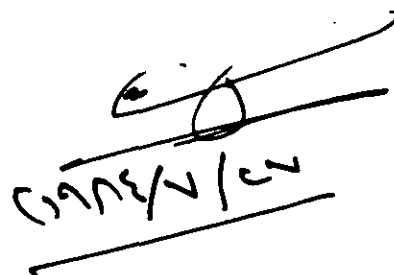
Pour LA RÉPUBLIQUE DE VÉNÉZUÉLA:



Pour LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DU VIÊT NAM:



Pour LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN:



YEMEN

Pour LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
POPULAIRE DU YÉMEN:

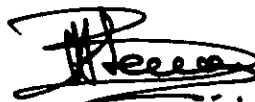
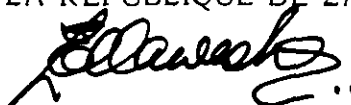


Pour LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE:

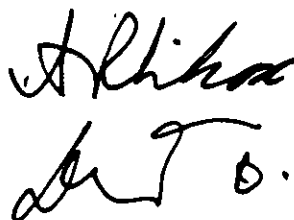


Pour LA RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE:

Pour LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE:



Pour LE ZIMBABWE:



DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA SIGNATURE DES ACTES

I

Au nom de la République argentine:

A

“Il est réitéré la réserve formulée lors de la ratification de la Constitution de l’Union postale universelle signée à Vienne (Autriche) le 10 juillet 1964 par laquelle le Gouvernement argentin a expressément fait remarquer que l’article 23 de cette charte organique ne vise ni ne comprend les îles Malouines, les îles Georgie du Sud, les îles Sandwich du Sud ni l’Antarctide argentine, étant donné qu’elles font partie du territoire argentin et qu’elles relèvent de son autorité et de sa souveraineté.”

B

“De même, la République argentine réserve spécialement ses titres et droits légitimes sur ces territoires et elle signale que la disposition contenue dans l’article 28, paragraphe 1, de la Convention postale universelle sur la circulation de timbres-poste valables dans le pays d’origine ne sera pas considérée comme obligatoire pour la République lorsque ceux-ci déforment la réalité géographique et juridique argentine, sans préjudice de l’application du paragraphe 15 de la Déclaration commune argentino-britannique du 1er juillet 1971 sur les communications et sur le mouvement entre le territoire continental argentin et les îles Malouines approuvée par échange de lettres entre les deux Gouvernements le 5 août 1971.”

(Congrès – Doc 100)

II

Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d’Irlande du Nord, des îles de la Manche et de l’île de Man:

“Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord ne doute pas de la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland, les dépendances des îles Falkland et le Territoire britannique antarctique. A ce propos, il appelle l’attention sur l’article IV du Traité de l’Antarctique auquel le Royaume-Uni et l’Argentine sont parties et qui gèle les revendications territoriales dans l’Antarctique.

Le Gouvernement du Royaume-Uni n’accepte donc pas la déclaration de la République argentine qui prétend contester la souveraineté du Royaume-Uni sur les Territoires mentionnés ci-dessus, et il n’accepte pas non plus la déclaration de la République argentine relative à l’article 28, paragraphe 1, de la Convention postale universelle.”

(Congrès – Doc 100/Add 1)

III

Au nom de la République fédérale d'Allemagne:

"Se référant à la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984 concernant l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, la délégation de la République fédérale d'Allemagne, tout en condamnant la politique d'apartheid de ce pays, tient à faire des réserves expresses au sujet de la constitutionnalité de cette décision.

La Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'exclure un Etat membre de l'Union. Or, la résolution C 7 du 22 juin 1984 a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui est fondée sur le principe de l'universalité et qui dispose expressément que tout membre des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Pour cette raison, la République fédérale d'Allemagne ne reconnaît pas la validité de la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984."

(Congrès – Doc 100/Add 2)

IV

Au nom du Canada:

"Le Canada continue de condamner la politique détestable et inhumaine d'apartheid du Gouvernement d'Afrique du Sud. Le Canada a pris, bilatéralement et collectivement, diverses mesures pour exprimer son opposition à cette politique. Pourtant, le Canada considère avec regret et profonde préoccupation l'adoption de la résolution C 7 visant à confirmer l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle décidée par un Congrès précédent et à priver ce pays du droit à la qualité de membre conféré aux membres de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de l'article 11 de la Constitution de l'UPU. Cette résolution est inconstitutionnelle et il n'existe pas, dans la Constitution de l'UPU, de disposition concernant l'exclusion. Elle est également contraire au principe d'universalité de participation sur lequel l'UPU et le système de l'ONU sont fondés et elle a été adoptée d'une manière contraire aux règles convenues.

L'application de la résolution C 7 représenterait pour le Canada un acte inconstitutionnel inacceptable. Une telle mesure illicite prise par une institution spécialisée n'ayant ni le mandat, ni les moyens de traiter de questions politiques ne peut que nuire à l'institution en cause, à l'ensemble du système de l'ONU et à tous leurs membres."

(Congrès – Doc 100/Add 3)

V

Au nom de la République d'Autriche:

"La délégation de l'Autriche désire apporter la réserve suivante au sujet du vote sur la résolution 024 concernant l'expulsion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle:

- 1° Notre délégation est d'avis que l'expulsion d'un Pays-membre de l'Union postale universelle n'est pas prévue par les dispositions de la Constitution en vigueur. Par conséquent, l'expulsion d'un Pays-membre par une résolution, qui de surcroît a été prise à la majorité simple, est juridiquement impossible. La résolution 024 du 22 juin 1984 est dès lors en contradiction avec la Constitution de l'Union postale universelle.
- 2° L'Autriche est à l'origine de la résolution C 37 du Congrès de Lausanne 1974. Selon cette résolution, les échanges postaux doivent être maintenus, dans la mesure du possible, aussi en temps de guerre. Même en cas de conflit, l'interruption des échanges postaux est la dernière mesure que les belligérants prennent. Une telle mesure est d'autant moins admissible en temps de paix et envers un Pays-membre de l'Union postale universelle et de l'ONU.

- 3° Des questions politiques ne doivent en aucun cas être résolues au détriment de la population d'un pays. L'expulsion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle aurait pour conséquence de priver l'ensemble de la population de ce pays d'échanges postaux et de tous les droits accordés aux usagers de la poste par les actes de l'Union postale universelle."

(Congrès – Doc 100/Add 4)

VI

Au nom des Etats-Unis d'Amérique:

"Les Etats-Unis d'Amérique considèrent la résolution C 7 concernant la prétendue expulsion d'un Pays-membre de l'Union comme une violation de la Constitution de l'UPU, qui ne contient aucune disposition relative à l'expulsion d'un membre. Ladite résolution est contraire au principe d'universalité qui s'applique à toutes les organisations à caractère technique, économique et humanitaire du système des Nations Unies. C'est pourquoi les Etats-Unis d'Amérique continueront à traiter comme membre de l'Union tout pays à l'encontre duquel une telle mesure inconstitutionnelle est prise."

(Congrès – Doc 100/Add 5)

VII

Au nom de l'Irlande:

"L'Irlande rappelle son opposition à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud qu'elle a déjà condamnée à maintes reprises et qui constitue, à ses yeux, une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Elle est déterminée à poursuivre ses efforts pour amener le Gouvernement sud-africain à prendre conscience de l'injustice que représente en soi le régime d'apartheid et à reconnaître à la majorité noire l'intégralité de ses droits civils et politiques.

Cette position ne peut empêcher l'Irlande de considérer que la décision du Congrès à l'égard de l'Afrique du Sud a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui ne contient aucune disposition relative à l'expulsion d'un membre et qui prévoit expressément que tout membre des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Cette décision est, de plus, contraire au principe de l'universalité des Nations Unies qui s'applique notamment aux institutions spécialisées de celles-ci, c'est-à-dire entre autres à l'UPU. L'Irlande déplore toute initiative susceptible d'être préjudiciable à l'Organisation des Nations Unies elle-même qui repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres de la communauté internationale.

Pour ces raisons, l'Irlande tient la décision prise par le Congrès comme inacceptable et ne pouvant avoir de ce fait aucune conséquence juridique ou politique. Elle considère que l'Afrique du Sud est toujours membre de l'Union postale universelle."

(Congrès – Doc 100/Add 6)

VIII

Au nom de la Confédération suisse:

"Se référant à l'adoption à la majorité simple, en huitième séance plénière, de la résolution C 7 concernant l'exclusion de la République sud-africaine de l'Union postale universelle, la délégation suisse tient à faire des réserves expresses, tant au sujet de la constitutionnalité de cette décision que de la procédure suivie pour son adoption.

La Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'exclure un Etat membre de l'Union. Or, une décision aussi grave que l'exclusion ne saurait être prise en l'absence d'une base légale dans l'Acte fondamental. En outre, l'exclusion de tout Pays-membre porte atteinte au principe de l'universalité, sur lequel reposent les activités de l'UPU. Pour ces raisons, la Suisse ne peut pas reconnaître la validité juridique de la décision faisant l'objet de la résolution C 7."

(Congrès – Doc 100/Add 7)

IX

Au nom du Japon:

"Se référant à la résolution C 7 adoptée lors du XIXe Congrès concernant l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, la délégation du Japon tient à faire la déclaration suivante:

"Le Gouvernement du Japon s'est constamment opposé à la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud et a saisi chaque occasion pour lancer un appel à ce pays afin que sa discrimination raciale soit abolie et que les droits fondamentaux et la liberté de chacun, quelle qu'en soit la race, soient respectés.

Toutefois, cette position n'empêche pas le Gouvernement du Japon de considérer que la résolution est inopportune, non seulement parce que cette décision de nature hautement politique a été prise par une organisation technique et spécialisée telle que l'UPU, mais surtout parce qu'elle est contraire au principe de l'universalité sur lequel se fondent les activités de l'UPU.

En outre, le Gouvernement du Japon exprime des doutes sérieux quant à la constitutionnalité et à la validité juridique de cette résolution, en ce sens qu'elle a été adoptée en l'absence de toute disposition, dans la Constitution, permettant d'exclure un Pays-membre de l'Union.

Pour cette raison, le Gouvernement du Japon ne reconnaît pas la validité de la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984."

(Congrès – Doc 100/Add 8/Rev 1)

X

Au nom de la Nouvelle-Zélande:

"Se référant à la résolution C 7 du XIXe Congrès de l'Union postale universelle concernant l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union, la délégation de la Nouvelle-Zélande tient à faire observer que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande est totalement opposé à la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud.

La délégation de la Nouvelle-Zélande tient cependant à faire consigner qu'elle considère l'adoption de la résolution C 7 comme inconstitutionnelle et inutile. Cette décision est notamment contraire au principe de l'universalité et la Nouvelle-Zélande estime que l'expulsion d'un Etat d'organismes techniques comme l'UPU ne sert pas les intérêts bien compris de la communauté internationale."

(Congrès – Doc 100/Add 9)

XI

Au nom de l'Australie:

"L'aversion de l'Australie à l'égard de la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud est bien connue. Cependant, l'Australie considère que la décision concernant l'Afrique du Sud prise par le XIXe Congrès est contraire à la Constitution de l'Union postale universelle dont aucune disposition ne prévoit l'expulsion de membres. Elle va également à l'encontre du principe de l'universalité de la qualité de membre d'organisations internationales. Par conséquent, l'Australie considère que cette décision est inacceptable et sans portée juridique."

(Congrès – Doc 100/Add 10)

XII

Au nom des Pays-Bas:

"Les Pays-Bas rappellent leur opposition à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud qu'ils ont déjà condamnée à maintes reprises et qui constitue, à leurs yeux, une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Ils sont déterminés à poursuivre leurs efforts pour amener le Gouvernement sud-africain à prendre conscience de l'injustice que représente en soi le régime d'apartheid et à reconnaître à la majorité noire l'intégralité de ses droits civils et politiques.

Cette position ne peut empêcher les Pays-Bas de considérer que la décision du Congrès à l'égard de l'Afrique du Sud a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui ne contient aucune disposition relative à l'expulsion d'un membre et qui prévoit expressément que tout membre des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Cette décision est, de plus, contraire au principe de l'universalité des Nations Unies, qui s'applique notamment aux institutions spécialisées de celles-ci, parmi elles l'UPU. Les Pays-Bas déplorent toute initiative susceptible d'être préjudiciable à l'Organisation des Nations Unies elle-même qui repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres de la communauté internationale.

Pour ces raisons, les Pays-Bas tiennent la décision prise par le Congrès comme inacceptable et sans aucune conséquence juridique ou politique. Ils considèrent que l'Afrique du Sud est toujours membre de l'Union postale universelle."

(Congrès – Doc 100/Add 11)

XIII

Au nom de la République française:

"Se référant à la décision C 7 du Congrès en date du 22 juin 1984, la France rappelle ses condamnations répétées de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud qui constitue, à ses yeux, une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Elle est déterminée à poursuivre ses efforts pour amener le Gouvernement sud-africain à comprendre son erreur et à reconnaître à la majorité l'intégralité de ses droits civils et politiques. Cette attitude constante s'est vue confirmée une nouvelle fois à l'occasion du récent voyage en Europe du Premier ministre de la République d'Afrique du Sud que le Gouvernement français n'a pas reçu.

Cette position ne peut l'empêcher de considérer que la décision d'expulsion de l'Afrique du Sud qu'a adoptée le Congrès a été prise en violation flagrante de la Constitution de l'UPU qui ne contient pas de dispositions prévoyant l'expulsion de ses membres et qui dispose expressément que tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union. Elle est, de plus, contraire au principe de l'universalité des Nations Unies dont l'application vaut de la même manière pour toutes les organisations du système des Nations Unies et tout particulièrement au sein d'une institution à caractère hautement technique et dont la vocation, aux termes de sa dénomination, est d'être universelle. Elle ne peut qu'être, enfin, préjudiciable à l'organisation elle-même qui repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres, sans aucune distinction, de la communauté internationale.

Pour ces raisons, la décision qui a été adoptée par le Congrès est tenue par la France comme inacceptable et ne pouvant avoir, de ce fait, aucune conséquence juridique ou politique."

(Congrès – Doc 100/Add 12)

XIV

Au nom du Luxembourg:

"Se référant à la résolution C 7 prise par le Congrès, le Luxembourg rappelle son opposition à la politique de l'apartheid de l'Afrique du Sud qu'il a déjà condamnée à maintes reprises et qui constitue, à ses yeux, une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Il est déterminé à poursuivre ses efforts pour amener le

Gouvernement sud-africain à prendre conscience de l'injustice que représente en soi le régime de l'apartheid et à reconnaître à la majorité noire l'intégralité de ses droits civils et politiques.

Cette position ne peut cependant pas empêcher le Luxembourg de constater que la décision du Congrès à l'égard de l'Afrique du Sud a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui ne contient aucune disposition relative à l'expulsion d'un membre et qui prévoit expressément que tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Cette décision est, de plus, contraire au principe de l'universalité des Nations Unies, qui s'applique notamment aux institutions spécialisées de celles-ci, dont l'UPU. Le Luxembourg déplore toute initiative susceptible d'être préjudiciable à l'Organisation des Nations Unies elle-même dont l'efficacité repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres de la communauté internationale.

Pour ces raisons, le Luxembourg estime la décision prise par le Congrès inacceptable et comme ne pouvant avoir aucune conséquence juridique ou politique. Il considère l'Afrique du Sud comme étant toujours membre de l'Union postale universelle."

(Congrès – Doc 100/Add 13)

XV

Au nom du Portugal:

"Se référant à la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984 concernant l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, la délégation de la République portugaise, tout en condamnant la politique d'apartheid de ce pays, tient à faire des réserves expresses au sujet de la constitutionnalité de cette décision.

La Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'exclure un Etat membre de l'Union. Or, la résolution C 27 du 22 juin 1984 a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui est fondée sur le principe de l'universalité et qui dispose expressément que tout membre des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Pour cette raison, la République portugaise ne reconnaît pas la validité de la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984."

(Congrès – Doc 100/Add 14)

XVI

Au nom d'Israël:

A

"La délégation d'Israël au XIXe Congrès de l'Union postale universelle rejette sans réserve et dans leur intégralité toutes les déclarations ou réserves formulées par certains Pays-membres de l'Union au XVe Congrès (Vienne 1964), au XVIe Congrès (Tokyo 1969), au XVIIe Congrès (Lausanne 1974), au XVIIIe Congrès (Rio de Janeiro 1979) et au XIXe Congrès (Hamburg 1984) prétendant ne pas tenir compte de ses droits de membre de l'UPU. Elles sont en effet incompatibles avec le statut de membre de l'ONU et de l'UPU d'Israël. En outre, ces déclarations ont été faites dans l'intention de ne pas appliquer les dispositions des Actes de l'UPU et sont dès lors contraires à la lettre et à l'esprit de la Constitution, de la Convention et des Arrangements.

De ce fait, la délégation d'Israël considère ces déclarations et réserves comme illégales, nulles et non avenues."

B

"La délégation d'Israël déplore les nombreuses tentatives de certaines délégations au XIXe Congrès de l'UPU d'introduire des propositions et des questions de caractère purement politique hors de propos, pour saper les efforts visant à atteindre les objectifs de collaboration internationale de l'UPU sur les plans culturel, social et

économique. Cette politisation est contraire au but essentiellement technique et spécialisé de l'UPU et porte atteinte au rôle précieux de l'UPU dans la communauté internationale.

La délégation d'Israël déclare s'opposer à toute proposition ou résolution allant à l'encontre du principe de l'universalité de la qualité de membre de l'UPU ou de tout autre organisme ou institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies.

En conséquence, Israël s'oppose à toute décision du Congrès prétendant ne pas tenir compte ou limiter les droits à la qualité de membre. Une telle décision ne trouve aucune base juridique dans la Constitution ni les autres Actes fondamentaux de l'Union et, de ce fait, Israël continuera de considérer comme membre de l'Union le pays contre lequel de telles mesures sont prises. Cette position ne diminue en rien le rejet total par Israël de toute politique ou pratique de discrimination raciale."

(Congrès – Doc 100/Add 15)

XVII

Au nom de la République du Guatemala:

A

"Face à l'évidence que le Territoire de Belize s'est fait représenter à ce Congrès par la Grande-Bretagne, le Guatemala formule une réserve expresse, à savoir qu'il n'a pas reconnu et qu'il ne reconnaîtra jamais l'indépendance octroyée unilatéralement à ce territoire en 1981."

B

"S'ils ne sont pas d'accord avec les politiques ségrégationnistes, notre peuple et notre Gouvernement n'acceptent en aucun moment la pratique consistant à expulser de l'UPU un Pays-membre pour des raisons de différences en matière de politique intérieure. En effet, cet acte, non seulement viole la Constitution de l'Union postale universelle qui, de par son caractère éminemment technique, doit être apolitique, mais encore incite à la distanciation entre les pays du monde et affaiblit le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats."

(Congrès – Doc 100/Add 16)

XVIII

Au nom de la République de Costa-Rica:

"Au sujet de la résolution C 7 du Congrès en date du 22 juin 1984, excluant l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, la délégation de la République de Costa-Rica formule son expresse réserve, étant donné que ladite résolution est inconstitutionnelle.

La Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'exclure un Etat membre de l'Union. En conséquence, la résolution précitée a été adoptée en violation de la Constitution de l'UPU fondée sur le principe de l'universalité et stipulant, en outre, que tous les Pays-membres de l'Organisation des Nations Unies peuvent adhérer à l'Union.

Notre délégation condamne la politique d'apartheid, mais cette pratique est étrangère aux objectifs, aux attributions et au champ d'action de l'UPU.

Pour les motifs ainsi exposés, la République de Costa-Rica ne reconnaît pas la validité de la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984."

(Congrès – Doc 100/Add 17)

XIX

Au nom du Chili:

"Au sujet de l'interprétation proposée par le Conseil exécutif en ce qui concerne la lettre b) de l'article 3 de la Constitution de l'Union postale universelle approuvée par ce XIXe Congrès, le Chili déclare ce qui suit:

"Tous les bureaux de poste, présents ou futurs, du Chili sont établis sur son propre territoire dont le secteur antarctique chilien fait partie intégrante."

(Congrès – Doc 100/Add 18)

XX

Au nom du Royaume du Swaziland:

"En raison de la déclaration faite par la délégation du Swaziland sur le projet de résolution 024 (résolution C 7) et de la position du Swaziland sur la question de l'expulsion d'un Pays-membre, le Swaziland tient à faire confirmer sa réserve sur la décision prise par le Congrès le 22 juin 1984."

(Congrès – Doc 100/Add 19)

XXI

Au nom du Royaume du Lesotho:

"En raison de la déclaration faite par la délégation du Lesotho sur la proposition 024 (désormais résolution C 7) et de la position du Lesotho sur l'expulsion d'un Pays-membre, le Lesotho marque sa réserve sur la décision prise par le Congrès.

La position ferme et nette du Lesotho contre l'apartheid est chose parfaitement établie."

(Congrès – Doc 100/Add 20)

XXII

Au nom des pays du Nord

(Royaume de Danemark, République de Finlande, République d'Islande, Norvège, Suède):

"Les pays du Nord ont constamment condamné et rejeté les politiques raciales inhumaines pratiquées par le Gouvernement de l'Afrique du Sud et ont toujours oeuvré en faveur de la suppression de l'apartheid.

Toutefois, les pays du Nord ne peuvent accepter la résolution C 7 adoptée par le Congrès le 22 juin 1984 visant à exclure la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, et ils n'en reconnaissent par les conséquences juridiques.

Leurs raisons en sont les suivantes. La résolution est contraire au principe de l'universalité que les pays du Nord ont toujours considéré comme une condition indispensable aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. En outre, la Constitution de l'Union ne prévoit aucune disposition concernant l'expulsion d'un Pays-membre. De surcroît, la résolution ne tient pas compte du droit conféré par l'article 11 de la Constitution à tout membre de l'Organisation des Nations Unies d'adhérer à l'Union. Enfin, la décision a été prise à la majorité simple, bien que cela soit contraire à la Constitution."

(Congrès – Doc 100/Add 21)

XXIII

Au nom de la République de Saint-Marin:

“La République de Saint-Marin a toujours condamné et condamne la politique raciale d’apartheid pratiquée par le Gouvernement d’Afrique du Sud. Saint-Marin, bien que non-membre de l’Organisation des Nations Unies, a toujours rigoureusement appliqué dans les réalités quotidiennes les résolutions de l’ONU visant le régime raciste de l’Afrique du Sud.

La République de Saint-Marin n’entretient avec ce pays aucune relation de quelque type que ce soit.

Dans toute prise de position internationale, la République n’a jamais manqué d’exprimer sa conviction quant à la condamnation de toute manifestation de discrimination fondée sur la race, la religion ou les convictions politiques, et de toute forme de profit de l’homme aux dépens de l’homme.

La délégation de Saint-Marin désire cependant le souligner, elle ne pense pas que la décision d’expulsion de l’Afrique du Sud adoptée par le XIXe Congrès de l’Union postale universelle, organisation technique au service également des citoyens de l’Afrique du Sud, victimes de discrimination de la part du régime de Prétoria, puisse favoriser l’amélioration de la situation à l’intérieur de ce pays et que le principe de l’universalité – garantie de la vie démocratique des institutions – doit être sauvegardée.

La délégation de Saint-Marin demande en revanche que les organisations et les Etats ayant le pouvoir d’intervenir n’entravent pas ultérieurement tous efforts visant à mettre fin à la situation tragique de l’apartheid à l’intérieur de l’Afrique du Sud, qui demeure une des hontes les plus absurdes et des plus graves de la société internationale.”

(Congrès – Doc 100/Add 22)

XXIV

Au nom de la République du Botswana:

“Au sujet de la résolution C 7, la proposition de la République du Botswana concernant l’expulsion d’un Pays-membre de l’Union est celle qui se reflète dans sa déclaration au Congrès lors de l’examen de la résolution 024.”

(Congrès – Doc 100/Add 23)

XXV

Au nom de la Belgique:

“La Belgique rappelle son opposition à la politique d’apartheid de l’Afrique du Sud qu’elle a déjà condamnée à maintes reprises et qui constitue, à ses yeux, une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Elle est déterminée à poursuivre ses efforts pour amener le Gouvernement sud-africain à prendre conscience de l’injustice que représente en soi le régime d’apartheid et à reconnaître à la majorité noire l’intégralité de ses droits civils et politiques.

Cette position ne peut empêcher la Belgique de considérer que la décision du Congrès à l’égard de l’Afrique du Sud a été prise en violation de la Constitution de l’UPU qui ne contient aucune disposition relative à l’expulsion d’un membre et qui prévoit expressément que tout membre des Nations Unies peut adhérer à l’Union.

Cette décision est, de plus, contraire au principe de l’universalité des Nations Unies, qui s’applique notamment aux institutions spécialisées de celles-ci, parmi elles l’UPU. La Belgique déplore toute initiative susceptible d’être préjudiciable à l’Organisation des Nations Unies elle-même qui repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres de la communauté internationale.

Pour ces raisons, la Belgique tient la décision prise par le Congrès comme inacceptable et sans aucune conséquence juridique ou politique. Elle considère que l’Afrique du Sud est toujours membre de l’Union postale universelle.”

(Congrès – Doc 100/Add 24)

XXVI

Au nom de l'Italie:

“La délégation de l'Italie tient à faire des réserves au sujet de la constitutionnalité de la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984, concernant l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, adoptée à la majorité simple.

En effet, la Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'exclure un Etat membre de l'Union. Partant, la résolution C 7 du 22 juin 1984 a été prise en violation de la Constitution de l'UPU, qui est fondée sur le principe de l'universalité.

Pour cette raison, l'Italie, tout en réitérant sa condamnation à la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud, déclare ne reconnaître aucune validité à ladite résolution C 7.”

(Congrès – Doc 100/Add 25)

XXVII

A

Au nom de la République de l'Afghanistan, de la République algérienne démocratique et populaire, du Royaume de l'Arabie saoudite, de l'Etat de Bahrain, de la République populaire du Bangladesh, des Emirats arabes unis, de la République d'Iraq, du Royaume hachémite de Jordanie, de Kuwait, de la République libanaise, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de l'Etat de Qatar, de Djibouti, de la République démocratique du Soudan, de la République arabe syrienne, de la Tunisie, de la République arabe du Yémen, de la République démocratique populaire du Yémen:

“Les délégations susmentionnées,

considérant

la Quatrième Convention de Genève 1949 relative à la protection des civils en temps de guerre, d'une part, et la décision de l'Organisation des Nations Unies No 3379 D.30 du 10 novembre 1975 qualifiant le sionisme de forme de racisme et de discrimination raciale, d'autre part,

rappelant

que le sionisme présente tous les caractères de l'impérialisme par le fait qu'il est une source constante de conflit et de guerre avec les pays du Moyen-Orient (limitrophes),

constatant

que le sionisme pratique, de par sa philosophie fondamentale, un expansionnisme déclaré puisqu'il occupe des territoires reconnus de facto et de jure appartenant à des pays libres, indépendants, et membres de la communauté internationale,

conscientes

de ce que le peuple palestinien subit les affres d'une guerre qui lui est imposée et que, par conséquent, sa défense est une cause juste puisqu'elle vise la cessation de son martyre, le recouvrement de ses droits humains et sociaux, et le droit à l'autodétermination et la construction de son Etat indépendant sur le territoire de Palestine,

considérant

que le dénommé Israël est le fer de lance de cette philosophie d'impérialisme, d'expansionnisme et de racisme,

confirment

leur déclaration No IX faite au Congrès de Vienne 1964, leur déclaration No III faite au Congrès de Tokyo 1969, leur déclaration No III faite au Congrès de Lausanne 1974 et leur déclaration No V faite au Congrès de Rio de Janeiro 1979,

et réaffirment

que leur signature de tous les Actes de l'Union postale universelle (Congrès de Hamburg 1984) ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de ces Actes par leur gouvernement respectif ne sont pas valables vis-à-vis du membre inscrit sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance."

B

Pour les mêmes motifs, *les délégations de l'Indonésie et de la Malaisie* font la déclaration suivante:

"Leur signature de tous les Actes de l'Union postale universelle (Congrès de Hamburg 1984) ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de ces Actes par leur gouvernement ne sont pas valables vis-à-vis du membre inscrit sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance."

(Congrès – Doc 100/Add 26)

XXVIII

Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord, des îles de la Manche et de l'île de Man:

"Le Royaume-Uni rappelle ses condamnations répétées de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud qui, à ses yeux, constitue une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Le Gouvernement du Royaume-Uni est déterminé à poursuivre ses efforts pour convaincre le Gouvernement de l'Afrique du Sud de l'injustice intrinsèque du régime d'apartheid et pour l'amener à reconnaître, dans leur intégralité, les droits civils et politiques de la majorité noire.

Cette décision ne peut l'empêcher de considérer que la décision – résolution C 7 – prise par le Congrès à propos de l'Afrique du Sud est une violation de la Constitution de l'UPU qui ne contient pas de dispositions prévoyant l'expulsion de ses membres. Elle est de plus contraire au principe de l'universalité qui s'applique notamment aux institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies telles que l'UPU. Le Royaume-Uni déplore les initiatives à caractère purement politique qui ne peuvent que nuire à l'ONU, organisation qui repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres, sans aucune distinction, de la communauté internationale. Pour ces raisons, la décision adoptée par le Congrès est tenue par le Gouvernement du Royaume-Uni comme inacceptable et ne pouvant avoir aucune conséquence juridique ou politique. Le Royaume-Uni continue de considérer l'Afrique du Sud comme membre de l'Union postale universelle et maintiendra, de ce fait, ses relations avec l'Administration postale sud-africaine."

(Congrès – Doc 100/Add 27)

XXIX

Au nom de Belize:

En qualité de mandataire accrédité, à ce Congrès, du Gouvernement de Belize, la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord, des îles de la Manche et de l'île de Man a été chargée de faire diffuser la déclaration suivante:

"L'UPU a accepté Belize comme membre en se fondant sur le fait qu'il s'agit d'une nation indépendante. Ni Belize ni aucun autre membre de l'UPU a des doutes quant à sa souveraineté ou quant à son droit d'entrer dans la communauté internationale. Belize attend avec intérêt le moment où le Guatemala sera disposé à reconnaître cette réalité."

(Congrès – Doc 100/Add 28)

XXX

Au nom du Chili:

“En se fondant sur notre condamnation traditionnelle de toutes les formes de discrimination raciale, le Gouvernement du Chili a invariablement observé une attitude de rejet face à la politique d’apartheid instaurée en Afrique du Sud.

Toutefois, le Gouvernement du Chili considère que l’expulsion de l’Afrique du Sud de l’Union postale universelle (UPU) viole le principe de l’universalité, lequel est essentiel pour l’existence des organisations internationales.

De même, il considère que l’exclusion de tout Etat membre constitue une infraction aux bases juridiques et pratiques de l’UPU, ce qui entraînerait de graves répercussions négatives pour le fonctionnement dudit organisme et constituerait, en outre, un dangereux précédent pour le système des Nations Unies.

Le Gouvernement du Chili tient à souligner que l’expulsion de l’Afrique du Sud pourrait entraver le libre acheminement postal et porter ainsi atteinte au principe de l’unité territoriale postale universelle, qu’il s’agit en outre d’une mesure non consacrée dans la Constitution de l’UPU et que par conséquent aucun Etat ne peut s’attribuer compétence en la matière.

Enfin, le Gouvernement du Chili estime que, lorsqu’il est pris des mesures de cette nature, les principaux lésés sont les peuples et non pas les Gouvernements que l’on désire sanctionner.”

(Congrès – Doc 100/Add 29)

XXXI

Au nom de l’Union des républiques socialistes soviétiques:

“En liaison avec la déclaration relative à la question des prétentions territoriales dans l’Antarctique formulées par certains Etats, l’Union des républiques socialistes soviétiques n’a reconnu ni ne peut reconnaître comme légal aucun règlement séparé de la question de l’appartenance de l’Antarctique aux Etats.”

(Congrès – Doc 100/Add 30)

XXXII

Au nom des Etats-Unis d’Amérique:

“Compte tenu de certaines déclarations faites à propos de l’Antarctique en relation avec l’interprétation de l’article 3, lettre b), de la Constitution de l’Union postale universelle proposée par le Conseil exécutif, les Etats-Unis d’Amérique déclarent qu’ils réservent leur position et qu’ils prennent note de l’article 4 du Traité de 1959 sur l’Antarctique (*Antarctic Treaty of 1959*).”

(Congrès – Doc 100/Add 31)

XXXIII

Au nom de l’Australie:

“L’Australie n’accepte pas l’interprétation faite par le Conseil exécutif à propos du Traité sur l’Antarctique et servant de base à la décision du Congrès C 72. L’interprétation est contraire à l’article 4 du Traité sur l’Antarctique. L’Australie considère ses bureaux de poste situés sur le Territoire australien de l’Antarctique comme faisant partie du territoire australien.”

(Congrès – Doc 100/Add 32)

XXXIV

Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord, des îles de la Manche et de l'île de Man:

"Compte tenu de l'interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution de l'Union postale universelle adopté par le Congrès sur proposition du Conseil exécutif, le Royaume-Uni désire déclarer que le Territoire britannique de l'Antarctique (ainsi que tous les territoires qui en dépendent) est couvert par l'article 3, lettre a), de la Constitution et par conséquent qu'il n'est pas concerné par cette interprétation; en ce qui concerne certaines déclarations faites à propos de cette interprétation, le Royaume-Uni désire déclarer qu'il ne doute pas de sa souveraineté sur le Territoire britannique de l'Antarctique; dans ce contexte, il souhaite attirer l'attention sur l'article 4 du Traité de 1959 sur l'Antarctique."

(Congrès – Doc 100/Add 33)

XXXV

Au nom de la République islamique d'Iran:

"La délégation de la République islamique d'Iran désire faire la déclaration suivante au sujet de la proposition 026 et du PV 16 du Congrès concernant l'expulsion du "régime d'occupation de la Palestine" de l'Union postale universelle:

"Tout en condamnant la façon dont ont été menées les séances plénières concernant le sujet susmentionné et qui constituait un soutien au régime sioniste, la République islamique d'Iran déclare que sa signature de tous les Actes de l'Union postale universelle (Congrès de Hambourg 1984) ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de ces Actes par son Gouvernement ne sont pas valables vis-à-vis du membre inscrit sous le prétendu nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance."

(Congrès – Doc 100/Add 34)

XXXVI

Au nom de la République islamique d'Iran:

"La délégation de la République islamique d'Iran tient à faire la déclaration suivante au sujet de l'adoption de la proposition 2009.1 et du PV 16 du Congrès concernant l'article 9 de la Convention de l'UPU (Rio de Janeiro 1979) relatifs aux timbres-poste:

"Etant donné que les motifs des timbres-poste illustrent principalement l'histoire des différentes nations et qu'ils sont naturellement le reflet des croyances, des cultures, des arts, des intérêts et des idéaux de tous les pays du monde, la délégation de la République islamique d'Iran ne peut pas approuver la proposition indiquée ci-dessus."

(Congrès – Doc 100/Add 35)

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

Fonctionnement des organes de l'Union

Art.

- 101. Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires
- 102. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif
- 103. Documentation sur les activités du Conseil exécutif
- 104. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales
- 105. Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales
- 106. Règlement intérieur des Congrès
- 107. Langues utilisées pour la publication des documents, les délibérations et la correspondance de service

Chapitre II

Bureau international

- 108. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
- 109. Fonctions du Directeur général
- 110. Fonctions du Vice-Directeur général
- 111. Secrétariat des organes de l'Union
- 112. Liste des Pays-membres
- 113. Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
- 114. Coopération technique
- 115. Formules fournies par le Bureau international
- 116. Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
- 117. Revue de l'Union
- 118. Rapport annuel sur les activités de l'Union

Chapitre III

Procédure d'introduction et d'examen des propositions

- 119. Procédure de présentation des propositions au Congrès
- 120. Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès

Art.

- 121. Examen des propositions entre deux Congrès
- 122. Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
- 123. Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès

Chapitre IV

Finances

- 124. Fixation et règlement des dépenses de l'Union
- 125. Classes de contribution
- 126. Paiement des fournitures du Bureau international

Chapitre V

Arbitrages

- 127. Procédure d'arbitrage

Chapitre VI

Dispositions finales

- 128. Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général
- 129. Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies
- 130. Mise à exécution et durée du Règlement général

ANNEXE: RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONGRÈS

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté, dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union.

Chapitre I

Fonctionnement des organes de l'Union

Article 101

Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent.
2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.
3. Dans les délibérations, chaque Pays-membre dispose d'une voix.
4. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant aura lieu. Si cette désignation se révèle inapplicable, le Conseil exécutif est autorisé à désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays.
5. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en principe, avant cette date, le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international. Le Gouvernement invitant est également chargé de la notification à tous les Gouvernements des Pays-membres des décisions prises par le Congrès.
6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil exécutif et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant.
7. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.
8. Les paragraphes 2 à 6 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

1. Le Conseil exécutif se compose d'un Président et de trente-neuf membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. La présidence est dévolue de droit au pays hôte du Congrès. Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions du paragraphe 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil exécutif élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte.
3. Les trente-neuf membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.
4. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif est désigné par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale.
5. Les fonctions de membre du Conseil exécutif sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.
6. Le Conseil exécutif a les attributions suivantes:
 - a) coordonner et superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès;
 - b) favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;
 - c) examiner et approuver le budget et les comptes annuels de l'Union;
 - d) autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article 124, paragraphes 3, 4 et 5;
 - e) arrêter le Règlement financier de l'UPU;
 - f) arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;
 - g) assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;
 - h) autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article 125, paragraphe 6;
 - i) arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;
 - j) nommer ou promouvoir les fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2);
 - k) arrêter le Règlement du Fonds social;
 - l) approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à son sujet;
 - m) décider des contacts à prendre avec les Administrations postales pour remplir ses fonctions;
 - n) décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner; désigner, en temps utile, les organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;
 - o) étudier, à la demande du Congrès, du CCEP ou des Administrations postales, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international et communiquer le résultat de ces études à l'organe concerné ou aux Administrations postales selon le cas. Il appartient au Conseil exécutif de décider s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les Administrations postales dans l'intervalle des Congrès;
 - p) formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Administrations postales conformément à l'article 121;
 - q) examiner, à la demande de l'Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration transmet au Bureau international selon l'article 120, en préparer les commentaires et charger le Bureau d'annexer ces derniers à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres;
 - r) recommander, si des circonstances exceptionnelles l'exigent, et éventuellement après consultation de l'ensemble des Administrations postales, l'adoption provisoire d'une nouvelle pratique ou de mesures transitoires qui devront ensuite être soumises à l'approbation du Congrès sous la forme définitive la plus adéquate;
 - s) examiner le rapport annuel établi par le Conseil consultatif des études postales et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;
 - t) soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil consultatif des études postales, conformément à l'article 104, paragraphe 9, lettre f);
 - u) désigner le pays siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101, paragraphe 4;

- v) déterminer, en temps utile, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;
 - w) désigner en temps utile et sous réserve de l'approbation du Congrès les Pays-membres susceptibles:
 - d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres,
 - de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;
 - x) décider s'il y a lieu ou non de remplacer les procès-verbaux des séances d'une Commission du Congrès par des rapports.
7. Pour nommer les fonctionnaires au grade D 2, le Conseil exécutif examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, en veillant à ce que les postes des Sous-Directeurs généraux soient, dans toute la mesure possible, pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international et tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau.
8. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil exécutif élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.
9. Sur convocation de son Président, le Conseil exécutif se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.
10. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.
11. Le Président du Conseil consultatif des études postales représente celui-ci aux séances du Conseil exécutif à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.
12. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil consultatif des études postales peuvent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil exécutif en qualité d'observateurs.
13. L'Administration postale du pays où le Conseil exécutif se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil exécutif.
14. Le Conseil exécutif peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.

Article 103

Documentation sur les activités du Conseil exécutif

1. Le Conseil exécutif adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:
 - a) un compte rendu analytique;
 - b) les "Documents du Conseil exécutif" contenant les rapports, les délibérations, le compte rendu analytique ainsi que les résolutions et décisions.
2. Le Conseil exécutif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

1. Le Conseil consultatif des études postales se compose de trente-cinq membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.
2. Les membres du Conseil consultatif sont élus par le Congrès, en principe sur la base d'une répartition géographique aussi large que possible.
3. Le représentant de chacun des membres du Conseil consultatif est désigné par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale.
4. Les frais de fonctionnement du Conseil consultatif sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Administrations participant au Conseil consultatif sont à la charge de celles-ci. Toutefois, le représentant de chacun des pays considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.
5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil consultatif choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président et les Présidents des Commissions.
6. Le Conseil consultatif arrête son Règlement intérieur.
7. En principe, le Conseil consultatif se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil exécutif et le Directeur général du Bureau international.
8. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil consultatif forment le Comité directeur. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil consultatif et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier.
9. Les attributions du Conseil consultatif sont les suivantes:
 - a) organiser l'étude des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union et élaborer des informations et des avis à leur sujet;
 - b) procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en voie de développement;
 - c) prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
 - d) étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en voie de développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;
 - e) prendre, après entente avec le Conseil exécutif, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en voie de développement;
 - f) examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil consultatif, par le Conseil exécutif ou par toute Administration d'un Pays-membre.
10. Les membres du Conseil consultatif participent effectivement à ses activités. Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises.
11. Le Conseil consultatif formule, s'il y a lieu, des propositions à l'intention du Congrès découlant directement de ses activités définies par le présent article. Ces propositions sont soumises par le Conseil consultatif lui-même, après entente avec le Conseil exécutif lorsqu'il s'agit de questions relevant de la compétence de celui-ci.
12. Le Conseil consultatif établit à sa session précédant le Congrès le projet de programme de travail du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu des demandes des Pays-membres de l'Union ainsi que du Conseil exécutif.
13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président et les Vice-Présidents du Conseil exécutif peuvent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil consultatif en qualité d'observateurs.

14. Le Conseil consultatif peut inviter à ses réunions sans droit de vote:
 - a) tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;
 - b) des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif.

Article 105

Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales

1. Le Conseil consultatif des études postales adresse aux Administrations postales des Pays-membres et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:
 - a) un compte rendu analytique;
 - b) les "Documents du Conseil consultatif des études postales" contenant les rapports, les délibérations et le compte rendu analytique.
2. Le Conseil consultatif établit, à l'intention du Conseil exécutif, un rapport annuel sur ses activités.
3. Le Conseil consultatif établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales des Pays-membres au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article 106

Règlement intérieur des Congrès

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique le Règlement intérieur des Congrès qui est annexé au présent Règlement général.
2. Chaque Congrès peut modifier ce Règlement dans les conditions fixées au Règlement intérieur lui-même.

Article 107

Langues utilisées pour la publication des documents, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour les documents de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe à condition que la production dans ces dernières langues se limite aux documents de base les plus importants. D'autres langues sont également utilisées à condition qu'il n'en résulte pas une augmentation des frais à supporter par l'Union selon le paragraphe 6.
2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique. Les Pays-membres qui ne font pas une demande expresse sont censés avoir demandé la langue officielle.
3. Les documents sont publiés par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.
4. Les documents publiés directement par le Bureau international sont distribués en principe simultanément dans les différentes langues demandées.
5. Les correspondances entre les Administrations postales et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.
6. Les frais de traduction vers une langue autre que la langue officielle, y compris ceux résultant de l'application du paragraphe 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Sont supportés par l'Union les frais de traduction vers la langue officielle des documents et des correspondances reçus en langues anglaise, arabe et espagnole, ainsi que tous les autres frais afférents à la fourniture des documents. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.
7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées au paragraphe 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

13. Les Administrations postales peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

Chapitre II

Bureau international

Article 108

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de cinq ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonction est fixée au 1er janvier de l'année qui suit le Congrès.

2. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général. Les candidatures doivent être présentées par les Gouvernements des Pays-membres par l'intermédiaire du Gouvernement de la Confédération suisse. A cette fin, ce Gouvernement adresse au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à lui faire parvenir les candidatures éventuelles au cours d'un délai de trois mois. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Dans sa note, le Gouvernement de la Confédération suisse indique aussi si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions ont déclaré leur intérêt au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Environ deux mois avant l'ouverture du Congrès, ledit Gouvernement transmet les candidatures reçues au Bureau international, afin que celui-ci élabore la documentation nécessaire pour les élections.

3. En cas de vacance du poste de Directeur général, le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général jusqu'à la fin du mandat prévu pour celui-ci; il est éligible à ce poste et est admis d'office comme candidat, sous réserve que son mandat initial en tant que Vice-Directeur général n'ait pas déjà été renouvelé une fois par le Congrès précédent et qu'il déclare son intérêt à être considéré comme candidat au poste de Directeur général.

4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil exécutif élit, sur la base des candidatures reçues à la suite d'une mise au concours, un Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au prochain Congrès. Pour la présentation des candidatures, le paragraphe 2 s'applique par analogie.

5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil exécutif charge, sur proposition du Directeur général, un des Sous-Directeurs généraux au Bureau international d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général.

Article 109

Fonctions du Directeur général

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 1 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 1, il examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues ainsi que de toutes autres considérations y relatives, tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau. Il tient également compte de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. Il informe le Conseil exécutif une fois par an, dans le Rapport sur les activités de l'Union, des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 1.
2. Le Directeur général a les attributions suivantes:
 - a) préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil exécutif; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil exécutif;
 - b) servir d'intermédiaire dans les relations entre:
 - l'UPU et les Unions restreintes;
 - l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
 - l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
 - c) assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:
 - à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
 - à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
 - au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;
 - d) assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

Article 110

Fonctions du Vice-Directeur général

1. Le Vice-Directeur général assiste le Directeur général et est responsable devant lui.
2. En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général, le Vice-Directeur général exerce les pouvoirs de celui-ci. Il en est de même dans le cas de vacance du poste de Directeur général visé à l'article 108, paragraphe 3.

Article 111

Secrétariat des organes de l'Union

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. Il adresse tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux Administrations postales des membres de l'organe, aux Administrations postales des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande.

Article 112

Liste des Pays-membres

Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union.

Article 113

Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes.
Intervention dans la liquidation des comptes

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales et des Administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.
2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.
3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres Administrations sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.
4. Il saisit, à toutes fins utiles, le Président du Conseil consultatif des études postales des questions qui sont de la compétence de cet organe.
5. Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, entre les Administrations postales qui réclament cette intervention.

Article 114

Coopération technique

Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

Article 115

Formules fournies par le Bureau international

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les cartes d'identité postales, les coupons-réponse internationaux, les bons postaux de voyage et les couvertures de carnets de bons et d'en approvisionner, au prix de revient, les Administrations postales qui en font la demande.

Article 116

Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.
2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union, et informe les Administrations postales de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil exécutif toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

Article 117

Revue de l'Union

Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

Article 118

Rapport annuel sur les activités de l'Union

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport annuel qui est communiqué, après approbation par le Conseil exécutif, aux Administrations postales, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

Chapitre III

Procédure d'introduction et d'examen des propositions

Article 119

Procédure de présentation des propositions au Congrès

1. Sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 2 et 5, la procédure suivante règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les Administrations postales des Pays-membres:
 - a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;
 - b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;
 - c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux Administrations;
 - d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit Administrations. Les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;
 - e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.
2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues au paragraphe 1 sont respectées.
3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif.
4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention "Proposition d'ordre rédactionnel" par les Administrations qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.
5. La procédure prescrite aux paragraphes 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

Article 120

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une Administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.
2. Ces propositions sont adressées aux autres Administrations postales par l'intermédiaire du Bureau international.

Article 121

Examen des propositions entre deux Congrès

1. Toute proposition est soumise à la procédure suivante: un délai de deux mois est laissé aux Administrations postales des Pays-membres pour examiner la proposition notifiée par circulaire du Bureau international et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations audit Bureau. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations postales avec invitation de se prononcer pour ou contre la proposition. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.
2. Si la proposition concerne un Arrangement, son Règlement ou leurs Protocoles finals, seules les Administrations postales des Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au paragraphe 1.

Article 122

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre, à la demande du Bureau international, aux Gouvernements des Pays-membres.
2. Les modifications apportées aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont constatées et notifiées aux Administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 91, paragraphe 2, lettre c), chiffre 2°, de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

Article 123

Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès

Toute décision adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Chapitre IV

Finances

Article 124

Fixation et règlement des dépenses de l'Union

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 1986 et suivantes:
22 601 400 francs suisses pour l'année 1986;
23 028 100 francs suisses pour l'année 1987;
23 376 900 francs suisses pour l'année 1988;
23 798 100 francs suisses pour l'année 1989;
24 189 800 francs suisses pour l'année 1990.
La limite de base pour l'année 1990 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 1989.
2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacements du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 3 345 000 francs suisses.

3. Le Conseil exécutif est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève.
4. Le Conseil exécutif est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.
5. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil exécutif, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 65 000 francs suisses par année.
6. Si les crédits prévus par les paragraphes 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.
7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.
8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil exécutif. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêt au profit de l'Union, à raison de 3 pour cent par an durant les six premiers mois et de 6 pour cent par an à partir du septième mois.
9. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil exécutif. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres.
10. En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès.

Article 125

Classes de contribution

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:
 - classe de 50 unités;
 - classe de 40 unités;
 - classe de 35 unités;
 - classe de 25 unités;
 - classe de 20 unités;
 - classe de 15 unités;
 - classe de 10 unités;
 - classe de 5 unités;
 - classe de 3 unités;
 - classe de 1 unité;
 - classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil exécutif.
2. Outre les classes de contribution énumérées au paragraphe 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à 50 unités.
3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21, paragraphe 4, de la Constitution.
4. Les Pays-membres peuvent changer ultérieurement de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois. Les Pays-membres qui ne font pas connaître leur désir de changer de classe de contribution avant l'ouverture du Congrès sont maintenus dans la classe à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.
6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil exécutif peut autoriser le déclassement d'une classe de contribution à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie.
7. Par dérogation aux paragraphes 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

Article 126

Paiement des fournitures du Bureau international

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux Administrations postales doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêt au profit de l'Union, à raison de 5 pour cent par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Chapitre V

Arbitrages

Article 127

Procédure d'arbitrage

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des Administrations postales en cause choisit une Administration postale d'un Pays-membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. Lorsque plusieurs Administrations font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule.
2. Au cas où l'une des Administrations en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'Administration défaillante ou en désigne un lui-même, d'office.
3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique qui peut être le Bureau international.
4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.
5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration postale également désintéressée dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, cette Administration est désignée par le Bureau international parmi les Administrations non proposées par les arbitres.
6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Administrations qui participent à cet Arrangement.

Chapitre VI

Dispositions finales

Article 128

Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès. Les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote.

Article 129

Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies

Les conditions d'approbation visées à l'article 128 s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent.

Article 130

Mise à exécution et durée du Règlement général

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1er janvier 1986 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Hamburg, le 27 juillet 1984.

Signatures: les mêmes qu'aux pages 4 à 36.

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE – ANNEXE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONGRÈS

Sommaire

Art.

1. Dispositions générales
2. Délégations
3. Pouvoirs des délégués
4. Ordre des places
5. Observateurs
6. Doyen du Congrès
7. Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions
8. Bureau du Congrès
9. Membres des Commissions
10. Groupes de travail
11. Secrétariat du Congrès et des Commissions
12. Langues de délibération
13. Langues de rédaction des documents du Congrès
14. Propositions
15. Examen des propositions en Congrès et Commissions
16. Délibérations
17. Motions d'ordre et motions de procédures
18. Quorum. Généralités concernant les votations
19. Procédure de vote
20. Conditions d'approbation des propositions
21. Election des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales
22. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
23. Procès-verbaux
24. Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)
25. Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales
26. Réserves aux Actes
27. Signature des Actes
28. Modifications au Règlement

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONGRÈS

Article premier

Dispositions générales

Le présent Règlement intérieur, ci-après dénommé le "Règlement", est établi en application des Actes de l'Union et leur est subordonné. En cas de divergence entre l'une de ses dispositions et une disposition des Actes, cette dernière fait autorité.

Article 2

Délégations

1. Le terme "délégation" s'entend de la personne ou de l'ensemble des personnes désignées par un Pays-membre pour participer au Congrès. La délégation se compose d'un Chef de délégation ainsi que, le cas échéant, d'un suppléant du Chef de délégation, d'un ou de plusieurs délégués et, éventuellement, d'un ou de plusieurs fonctionnaires attachés (y compris experts, secrétaires, etc.).
2. Les Chefs de délégation, leurs suppléants, ainsi que les délégués sont les représentants des Pays-membres au sens de l'article 14, paragraphe 2, de la Constitution s'ils sont munis de pouvoirs répondant aux conditions fixées à l'article 3 du présent Règlement.
3. Les fonctionnaires attachés sont admis aux séances et ont le droit de participer aux délibérations, mais ils n'ont pas, en principe, le droit de vote. Toutefois, ils peuvent être autorisés par leur Chef de délégation à voter au nom de leur pays dans les séances des Commissions. De telles autorisations doivent être remises par écrit avant le début de la séance au Président de la Commission intéressée.

Article 3

Pouvoirs des délégués

1. Les pouvoirs des délégués doivent être signés par le Chef de l'Etat ou par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères du pays intéressé. Ils doivent être libellés en bonne et due forme. Les pouvoirs des délégués habilités à signer les Actes (plénipotentiaires) doivent indiquer la portée de cette signature (signature sous réserve de ratification ou d'approbation, signature "ad referendum", signature définitive). En l'absence d'une telle précision, la signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation. Les pouvoirs autorisant à signer les Actes comprennent implicitement le droit de délibérer et de voter. Les délégués auxquels les autorités compétentes ont conféré les pleins pouvoirs sans en préciser la portée sont autorisés à délibérer, à voter et à signer les Actes, à moins que le contraire ne ressorte explicitement du libellé des pouvoirs.
2. Les pouvoirs doivent être déposés dès l'ouverture du Congrès auprès de l'autorité désignée à cette fin.
3. Les délégués non munis de pouvoirs ou qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs peuvent, s'ils ont été annoncés par leur Gouvernement au Gouvernement du pays invitant, prendre part aux délibérations et voter dès l'instant où ils commencent à participer aux travaux du Congrès. Il en est de même pour ceux dont les pouvoirs sont reconnus comme étant entachés d'irrégularités. Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée.
4. Les pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter au Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre (procuration) doivent revêtir la même forme que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 1.
5. Les pouvoirs et les procurations adressés par télégramme ne sont pas admis. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d'information relative à une question de pouvoirs.
6. Une délégation qui, après avoir déposé ses pouvoirs, est empêchée d'assister à une ou plusieurs séances, a la faculté de se faire représenter par la délégation d'un autre pays à la condition d'en donner avis par écrit au Président de la réunion intéressée. Toutefois, une délégation ne peut représenter qu'un seul pays autre que le sien.
7. Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties à un Arrangement peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations du Congrès concernant cet Arrangement.

Article 4

Ordre des places

1. Aux séances du Congrès et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des Pays-membres représentés.
2. Le Président du Conseil exécutif tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place en tête devant la tribune présidentielle, lors des séances du Congrès et des Commissions.

Article 5

Observateurs

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies peuvent participer aux délibérations du Congrès.
2. Les observateurs des organisations internationales intergouvernementales sont admis aux séances du Congrès ou de ses Commissions lorsque sont discutées des questions intéressant ces organisations. Dans les mêmes cas, les observateurs des organisations internationales non gouvernementales sont admis aux séances des Commissions.
3. Sont également admis comme observateurs les représentants qualifiés des Unions restreintes établies conformément à l'article 8, paragraphe 1, de la Constitution lorsqu'elles en expriment le désir.
4. Les observateurs dont il est question aux paragraphes 1 à 3 prennent part aux délibérations sans droit de vote.

Article 6

Doyen du Congrès

1. L'Administration postale du pays siège du Congrès suggère la désignation du Doyen du Congrès d'entente avec le Bureau international. Le Conseil exécutif procède, en temps opportun, à l'adoption de cette désignation.
2. A l'ouverture de la première séance plénière de chaque Congrès, le Doyen assume la présidence du Congrès jusqu'à ce que celui-ci ait élu son Président. Au surplus, il exerce les fonctions qui lui sont attribuées par le présent Règlement.

Article 7

Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès élit, sur proposition du Doyen, le Président du Congrès, puis approuve, sur proposition du Conseil exécutif, la désignation des Pays-membres qui assumeront les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres.
2. Les Présidents ouvrent et clôturent les séances qu'ils président, dirigent les discussions, donnent la parole aux orateurs, mettent aux voix les propositions et indiquent la majorité requise pour les votes, proclament les décisions et, sous réserve de l'approbation du Congrès, donnent éventuellement une interprétation de ces décisions.
3. Les Présidents veillent au respect du présent Règlement et au maintien de l'ordre au cours des séances.
4. Toute délégation peut en appeler, devant le Congrès ou la Commission, d'une décision prise par le Président de ceux-ci sur la base d'une disposition du Règlement ou d'une interprétation de celui-ci; la décision du Président reste toutefois valable si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votant.
5. Si le Pays-membre chargé de la présidence n'est plus en mesure d'assurer cette fonction, l'un des Vice-Présidents est désigné par le Congrès ou par la Commission pour le remplacer.

Article 8

Bureau du Congrès

1. Le Bureau est l'organe central chargé de diriger les travaux du Congrès. Il est composé du Président et des Vice-Présidents du Congrès ainsi que des Présidents des Commissions. Il se réunit périodiquement pour examiner le déroulement des travaux du Congrès et de ses Commissions et pour formuler des recommandations tendant à favoriser ce déroulement. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour de chaque séance plénière et à coordonner les travaux des Commissions. Il fait des recommandations relatives à la clôture du Congrès.

2. Le Secrétaire général du Congrès et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 11, paragraphe 1, assistent aux réunions du Bureau.

Article 9

Membres des Commissions

1. Les Pays-membres représentés au Congrès sont, de droit, membres des Commissions chargées de l'examen des propositions relatives à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et au Règlement d'exécution de celle-ci.

2. Les Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à un ou plusieurs des Arrangements facultatifs sont de droit membres de la ou des Commissions chargées de la révision de ces Arrangements. Le droit de vote des membres de cette ou de ces Commissions est limité à l'Arrangement ou aux Arrangements auxquels ils sont parties.

3. Les délégations qui ne sont pas membres des Commissions traitant des Arrangements et de leur Règlement d'exécution ont la faculté d'assister aux séances de celles-ci et de prendre part aux délibérations sans droit de vote.

Article 10

Groupes de travail

Chaque Commission peut constituer des groupes de travail pour l'étude de questions spéciales.

Article 11

Secrétariat du Congrès et des Commissions

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du Congrès.

2. Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint assistent aux séances du Congrès et du Bureau du Congrès où ils prennent part aux délibérations sans droit de vote. Ils peuvent aussi, dans les mêmes conditions, assister aux séances des Commissions ou s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur du Bureau international.

3. Les travaux du Secrétariat du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions sont assurés par le personnel du Bureau international en collaboration avec l'Administration du pays invitant.

4. Les fonctionnaires supérieurs du Bureau international assument les fonctions de Secrétaires du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions. Ils assistent le Président pendant les séances et sont responsables de la rédaction des procès-verbaux ou des rapports.

5. Les Secrétaires du Congrès et des Commissions sont assistés par des Secrétaires adjoints.

6. Des rapporteurs possédant la langue française sont chargés de la rédaction des procès-verbaux du Congrès et des Commissions.

Article 12

Langues de délibération

1. Sous réserve du paragraphe 2, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises pour les délibérations moyennant un système d'interprétation simultanée ou consécutive.
2. Les délibérations de la Commission de rédaction ont lieu en langue française.
3. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations indiquées au paragraphe 1. La langue du pays hôte jouit d'un droit de priorité à cet égard. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 1, soit par le système d'interprétation simultanée, lorsque des modifications d'ordre technique peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.
4. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont à la charge de l'Union.
5. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

Article 13

Langues de rédaction des documents du Congrès

1. Les documents élaborés pendant le Congrès y compris les projets de décisions soumis à l'approbation du Congrès sont publiés en langue française par le Secrétariat du Congrès.
2. A cet effet, les documents provenant des délégations des Pays-membres doivent être présentés dans cette langue, soit directement, soit par l'intermédiaire des services de traduction adjoints au Secrétariat du Congrès.
3. Ces services, organisés à leurs frais par les groupes linguistiques constitués selon les dispositions correspondantes du Règlement général, peuvent aussi traduire des documents du Congrès dans leurs langues respectives.

Article 14

Propositions

1. Toutes les questions portées devant le Congrès font l'objet de propositions.
2. Toutes les propositions publiées par le Bureau international avant l'ouverture du Congrès sont considérées comme soumises au Congrès.
3. Deux mois avant l'ouverture du Congrès, aucune proposition ne sera prise en considération, sauf celles qui tendent à l'amendement de propositions antérieures.
4. Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui, sans altérer le fond de la proposition, comporte une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition. Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si elle est incompatible avec le sens ou l'intention de la proposition originale. Dans les cas douteux, il incombe au Congrès ou à la Commission de trancher la question.
5. Les amendements présentés en Congrès au sujet de propositions déjà faites doivent être remis par écrit en langue française au Secrétariat avant midi l'avant-veille du jour de leur mise en délibération de façon à pouvoir être distribués le même jour aux délégués. Ce délai ne s'applique pas aux amendements résultant directement des discussions en Congrès ou en Commission. Dans ce dernier cas, si cela est demandé, l'auteur de l'amendement doit présenter son texte par écrit en langue française ou, en cas de difficulté, en toute autre langue de débat. Le Président intéressé en donnera ou en fera donner lecture.
6. La procédure prévue au paragraphe 5 s'applique également à la présentation des propositions ne visant pas à modifier le texte des Actes (projets de résolutions, de recommandations, de vœux, etc.).
7. Toute proposition ou amendement doit revêtir la forme définitive du texte à introduire dans les Actes de l'Union, sous réserve bien entendu de mise au point par la Commission de rédaction.

Article 15

Examen des propositions en Congrès et Commissions

1. Les propositions d'ordre rédactionnel (dont le numéro est suivi de la lettre R) sont attribuées à la Commission de rédaction soit directement si, de la part du Bureau international, il n'y a aucun doute quant à leur nature (une liste en est établie par le Bureau international à l'intention de la Commission de rédaction), soit si, de l'avis du Bureau international, il y a doute sur leur nature, après que les autres Commissions en ont confirmé la nature purement rédactionnelle (une liste en est aussi établie à l'intention des Commissions intéressées). Toutefois, si de telles propositions sont liées à d'autres propositions de fond à traiter par le Congrès ou par d'autres Commissions, la Commission de rédaction n'en aborde l'étude qu'après que le Congrès ou les autres Commissions se sont prononcés à l'égard des propositions de fond correspondantes. Les propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R, mais qui, de l'avis du Bureau international, sont des propositions d'ordre rédactionnel, sont déferées directement aux Commissions qui s'occupent des propositions de fond correspondantes. Ces Commissions décident, dès l'ouverture de leurs travaux, lesquelles de ces propositions seront attribuées directement à la Commission de rédaction. Une liste de ces propositions est établie par le Bureau international à l'intention des Commissions en cause.
2. Si une même question fait l'objet de plusieurs propositions, le Président décide de leur ordre de discussion en commençant, en principe, par la proposition qui s'éloigne le plus du texte de base et qui comporte le changement le plus profond par rapport au statu quo.
3. Si une proposition peut être subdivisée en plusieurs parties, chacune d'elles peut, avec l'accord de l'auteur de la proposition ou de l'assemblée, être examinée et mise aux voix séparément.
4. Toute proposition retirée en Congrès ou en Commission par son auteur peut être reprise par la délégation d'un autre Pays-membre. De même, si un amendement à une proposition est accepté par l'auteur de celle-ci, une autre délégation peut reprendre la proposition originale non amendée.
5. Tout amendement à une proposition, accepté par la délégation qui présente cette proposition, est aussitôt incorporé dans le texte de la proposition. Si l'auteur de la proposition originale n'accepte pas un amendement, le Président décide si l'on doit voter d'abord sur l'amendement ou sur la proposition, en partant du libellé qui s'écarte le plus du sens ou de l'intention du texte de base et qui entraîne le changement le plus profond par rapport au statu quo.
6. La procédure décrite au paragraphe 5 s'applique également lorsqu'il est présenté plusieurs amendements à une même proposition.
7. Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés.

Article 16

Délibérations

1. Les délégués ne peuvent prendre la parole qu'après avoir été autorisés par le Président de la réunion. Il leur est recommandé de parler sans hâte et distinctement. Le Président doit laisser aux délégués la possibilité d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion pour autant que cela soit compatible avec le déroulement normal des délibérations.
2. Sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents et votant, les discours ne peuvent excéder cinq minutes. Le Président est autorisé à interrompre tout orateur qui dépasse ledit temps de parole. Il peut aussi inviter le délégué à ne pas s'écarter du sujet.
3. Au cours d'un débat, le Président peut, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, déclarer close la liste des orateurs après en avoir donné lecture. Lorsque la liste est épuisée, il prononce la clôture du débat, sous réserve d'accorder à l'auteur de la proposition en discussion, même après la clôture de la liste, le droit de répondre à tout discours prononcé.

4. Le Président peut aussi, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, limiter le nombre des interventions d'une même délégation sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé, la possibilité devant cependant être accordée à l'auteur de la proposition d'introduire celle-ci et d'intervenir ultérieurement s'il le demande, pour apporter des éléments nouveaux en réponse aux interventions des autres délégations, de telle façon qu'il puisse avoir la parole en dernier lieu s'il la demande.

5. Avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, le Président peut limiter le nombre des interventions sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé; cette limitation ne peut être inférieure à cinq pour et cinq contre la proposition en discussion.

Article 17

Motions d'ordre et motions de procédure

1. Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:

- des éclaircissements sur le déroulement des débats;
- le respect du Règlement intérieur;
- la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.

3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

- a) la suspension de la séance;
- b) la levée de la séance;
- c) l'ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) la clôture du débat sur la question en discussion.

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.

5. Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.

6. La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.

Article 18

Quorum. Généralités concernant les votations

1. Le quorum est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès ou à la Commission et ayant droit de vote. En ce qui concerne les Arrangements, le quorum n'exige que la présence ou la représentation à la réunion de la moitié des Pays-membres représentés qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit.

2. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont tranchées par votation.

3. Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent ne pas vouloir y participer ne sont pas considérées comme absentes en vue de la détermination du quorum exigé au paragraphe 1.

4. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

Article 19

Procédure de vote

1. Les votes ont lieu par le système traditionnel ou par le dispositif électronique de votation. Ils sont en principe effectués par le dispositif électronique lorsque celui-ci est à la disposition de l'assemblée. Toutefois, pour un vote secret, le recours au système traditionnel peut avoir lieu si la demande présentée dans ce sens par une délégation est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant.
2. Pour le système traditionnel, les procédures de vote sont les suivantes:
 - a) à main levée: si le résultat d'un tel vote donne lieu à des doutes, le Président peut, à son gré ou à la demande d'une délégation, faire procéder immédiatement à un vote par appel nominal sur la même question;
 - b) par appel nominal: sur demande d'une délégation ou au gré du Président. L'appel se fait en suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés en commençant par le pays dont le nom est tiré au sort par le Président. Le résultat du vote, avec la liste des pays par nature de vote, est consigné au procès-verbal de la séance;
 - c) au scrutin secret: par bulletin de vote sur demande de deux délégations. Le président de la réunion désigne en ce cas trois scrutateurs et prend les mesures nécessaires pour assurer le secret du vote.
3. Par le dispositif électronique, les procédures de vote sont les suivantes:
 - a) vote non enregistré: il remplace un vote à main levée;
 - b) vote enregistré: il remplace un vote par appel nominal; toutefois, il n'est pas procédé à l'appel des noms des pays sauf si une délégation le demande et si cette proposition est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant;
 - c) vote secret: il remplace un scrutin secret par bulletins de vote.
4. Quel que soit le système utilisé, le vote au scrutin secret a priorité sur toute autre procédure de vote.
5. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.
6. Après le vote, le Président peut autoriser les délégués à expliquer leur vote.

Article 20

Conditions d'approbation des propositions

1. Pour être adoptées, les propositions visant la modification des Actes doivent être approuvées:
 - a) pour la Constitution: par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union; les deux tiers de ceux-ci doivent être présents au moment du vote;
 - b) pour le Règlement général: par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès; les deux tiers des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote;
 - c) pour la Convention et son Règlement d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant;
 - d) pour les Arrangements et leurs Règlements d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties aux Arrangements.
2. Les questions de procédure qui ne peuvent être résolues d'un commun accord sont décidées par la majorité des Pays-membres présents et votant. Il en est de même pour des décisions ne concernant pas la modification des Actes, à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votant.
3. Sous réserve de l'article 18, paragraphe 4, par Pays-membres présents et votant, il faut entendre les Pays-membres votant "pour" ou "contre", les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même d'ailleurs que les bulletins blancs ou nuls en cas de vote au scrutin secret.
4. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

Article 21

Election des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales

En vue de départager les pays ayant obtenu le même nombre de voix aux élections des membres du Conseil exécutif ou du Conseil consultatif des études postales, le Président procède au tirage au sort.

Article 22

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

1. Les élections du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international ont lieu au scrutin secret successivement à une ou à plusieurs séances se tenant le même jour. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votant. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour qu'un candidat obtienne cette majorité.
2. Sont considérés comme Pays-membres présents et votant ceux qui votent pour l'un des candidats régulièrement annoncés, les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même que les bulletins blancs ou nuls.
3. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés conformément au paragraphe 2, l'élection est renvoyée à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.
4. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé.
5. En cas d'égalité des voix, il est procédé à un premier, voire à un second scrutin supplémentaire, pour tenter de départager les candidats ex aequo, le vote portant uniquement sur ces candidats. Si le résultat est négatif, le sort décide. Le tirage au sort est opéré par le Président.

Article 23

Procès-verbaux

1. Les procès-verbaux des séances du Congrès et des Commissions reproduisent la marche des séances, résumant brièvement les interventions, mentionnent les propositions et le résultat des délibérations. Des procès-verbaux sont établis pour les séances plénières et des procès-verbaux sommaires pour les séances de Commissions.
2. Les procès-verbaux des séances d'une Commission peuvent être remplacés par des rapports à l'intention du Congrès si le Conseil exécutif en décide ainsi. En règle générale, les Groupes de travail établissent un rapport à l'intention de l'organe qui les a créés.
3. Toutefois, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration faite par lui, à la condition d'en remettre le texte français au Secrétariat deux heures au plus tard après la fin de la séance.
4. A partir du moment où l'épreuve du procès-verbal ou du rapport a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat qui, le cas échéant, sert d'intermédiaire entre l'intéressé et le Président de la séance en question.
5. En règle générale et sous réserve du paragraphe 4, au début des séances du Congrès, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal d'une séance précédente. Il en est de même pour les Commissions dont les délibérations font l'objet d'un procès-verbal ou d'un rapport. Les procès-verbaux ou les rapports des dernières séances qui n'auraient pu être approuvés en Congrès ou en Commission sont approuvés par les Présidents respectifs de ces réunions. Le Bureau international tiendra compte également des observations éventuelles que les délégués des Pays-membres lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits procès-verbaux.
6. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les procès-verbaux ou les rapports des séances du Congrès et des Commissions les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation conformément au paragraphe 5.

Article 24

Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)

1. En règle générale, chaque projet d'Acte présenté par la Commission de rédaction est examiné article par article. Il ne peut être considéré comme adopté qu'après un vote d'ensemble favorable. L'article 20, paragraphe 1, est applicable à ce vote.
2. Au cours de cet examen, chaque délégation peut reprendre une proposition qui a été adoptée ou rejetée en Commission. L'appel concernant de telles propositions est subordonné à la condition que la délégation en ait informé par écrit le Président du Congrès au moins un jour avant la séance où la disposition visée du projet d'Acte sera soumise à l'approbation du Congrès.
3. Toutefois, il est toujours possible, si le Président le juge opportun pour la suite des travaux du Congrès, de procéder à l'examen des appels avant l'examen des projets d'Actes présentés par la Commission de rédaction.
4. Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Congrès, elle ne peut être examinée à nouveau par le même Congrès que si l'appel a été appuyé par au moins dix délégations et approuvé à la majorité des deux tiers des membres présents et votant. Cette faculté se limite aux propositions soumises directement aux séances plénières, étant entendu qu'une même question ne peut donner lieu à plus d'un appel.
5. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les Actes définitifs les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen des projets d'Actes, le numérotage des articles et des paragraphes ainsi que les références.
6. Les paragraphes 2 à 5 sont également applicables aux projets de décisions autres que les projets d'Actes (résolutions, voeux, etc.).

Article 25

Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales

Sur recommandation de son Bureau, le Congrès attribue, de la manière suivante, les études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, en tenant compte de la composition et des compétences respectives de ces deux organes:

- a) en principe, au Conseil exécutif, lorsqu'elles concernent la structure, l'organisation et l'administration générale de l'Union. Il en va de même des questions ayant des incidences financières importantes (taxes, frais de transit, taux de base du transport aérien, quotes-parts des colis postaux, etc.) et pouvant entraîner une modification des Actes;
- b) au Conseil consultatif des études postales, lorsque ces études portent sur des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique.

Article 26

Réserves aux Actes

Les réserves doivent être présentées par écrit en langue française (propositions relatives au Protocole final) de manière à pouvoir être examinées par le Congrès avant la signature des Actes.

Article 27

Signature des Actes

Les Actes définitivement approuvés par le Congrès sont soumis à la signature des Plénipotentiaires.

Article 28

Modifications au Règlement

1. Chaque Congrès peut modifier le Règlement intérieur. Pour être mises en délibération, les propositions de modification au présent Règlement, à moins qu'elles ne soient présentées par un organe de l'UPU habilité à introduire des propositions, doivent être appuyées en Congrès par au moins dix délégations.
2. Pour être adoptées, les propositions de modification au présent Règlement doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès.

**THIRD ADDITIONAL PROTOCOL
TO THE CONSTITUTION OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION**

CONTENTS

Art

I. (art 13 amended)	Bodies of the Union
II. (art 16 deleted)	Administrative Conferences
III. (art 19 deleted)	Special Committees
IV. (art 20 amended)	International Bureau
V. (art 31 amended)	Amendment of the General Regulations, the Convention and the Agreements
VI.	Accession to the Additional Protocol and to the other Acts of the Union
VII.	Entry into force and duration of the Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union

THIRD ADDITIONAL PROTOCOL TO THE CONSTITUTION OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION¹

The plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Universal Postal Union, met in Congress at Hamburg, in view of article 30, paragraph 2, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964, have adopted, subject to ratification, the following amendments to that Constitution.

Article I

(Article 13 amended)

Bodies of the Union

1 The Union's bodies shall be Congress, the Executive Council, the Consultative Council for Postal Studies and the International Bureau.

2 The Union's permanent bodies shall be the Executive Council, the Consultative Council for Postal Studies and the International Bureau.

Article II

Article 16

Administrative Conferences

(Article 16 deleted)

Article III

Article 19

Special Committees

(Article 19 deleted)

Article IV

(Article 20 amended)

International Bureau

A central office operating at the seat of the Union under the title of the International Bureau of the Universal Postal Union, directed by a Director-General and placed under the control of the Executive Council, shall serve as an organ of liaison, information and consultation for postal administrations.

¹ The Constitution of the Universal Postal Union was concluded by the 1964 Vienna Congress and appears in volume III of the Documents of that Congress. The first Additional Protocol was adopted at the 1969 Tokyo Congress, and the second at the 1974 Lausanne Congress.

Article V

(Article 31 amended)

Amendment of the General Regulations, the Convention and the Agreements

- 1 The General Regulations, the Convention and the Agreements shall define the conditions to be fulfilled for the approval of proposals which concern them.
- 2 The Acts referred to in paragraph 1 shall enter into force simultaneously and shall have the same duration. As from the day fixed by Congress for the entry into force of these Acts, the corresponding Acts of the preceding Congress shall be abrogated.

Article VI

Accession to the Additional Protocol and to the other Acts of the Union

- 1 Member countries which have not signed the present Protocol may accede to it at any time.
- 2 Member countries which are party to the Acts renewed by Congress but which have not signed them, shall accede thereto as soon as possible.
- 3 Instruments of accession relating to the cases set forth in paragraphs 1 and 2 shall be sent through diplomatic channels to the Government of the Swiss Confederation, which shall notify the member countries of their deposit.

Article VII

Entry into force and duration of the Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union

This Additional Protocol shall come into force on 1 January 1986 and shall remain in force for an indefinite period.

In witness whereof the plenipotentiaries of the Governments of the member countries have drawn up this Additional Protocol, which shall have the same force and the same validity as if its provisions were inserted in the text of the Constitution itself, and they have signed it in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the Swiss Confederation. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Hamburg, 27 July 1984.

Signatures: same as on pages 4 to 36.

(For ratifications see pages 118 and 119)

DECLARATIONS MADE ON SIGNATURE OF THE ACTS

I
On behalf of the Argentine Republic:

A

"Argentina reiterates the reservation made on ratification of the Constitution of the Universal Postal Union signed in Vienna, Austria, on 10 July 1964 by which the Argentine Government expressly stated that article 23 of the Constitution neither referred to nor included the Islas Malvinas, the South Georgia Islands, the South Sandwich Islands or Argentine Antarctica, since they form part of Argentine territory and come under its authority and sovereignty."

B

"Similarly, the Argentine Republic particularly reserves its legitimate claims and rights with respect to those territories and points out that the provision contained in article 28, paragraph 1, of the Universal Postal Convention on the circulation of postage stamps valid in the country of origin will not be considered obligatory for the Republic where any such postage stamps distort Argentina's geographic and legal reality, without prejudice to the application of paragraph 15 of the joint Argentine-British declaration of 1 July 1971 on communications and movement between Argentina's continental territory and the Islas Malvinas approved by exchange of letters between the two Governments on 5 August 1971."

(Congress – Doc 100)

II

*On behalf of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,
the Channel Islands and the Isle of Man:*

"The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland has no doubt as to United Kingdom sovereignty over the Falkland Islands, the Falkland Island Dependencies and the British Antarctic Territory. In this context attention is drawn to article IV of the Antarctic Treaty to which both the United Kingdom and Argentina are parties, which freezes territorial claims in Antarctica.

"The United Kingdom Government therefore does not accept the declaration of the Argentine Republic claiming to contest United Kingdom sovereignty over the above-mentioned territories, nor does it accept the declaration of the Argentine Republic concerning article 28, paragraph 1, of the Universal Postal Convention."

(Congress – Doc 100/Add 1)

III

On behalf of the Federal Republic of Germany:

"With reference to Congress resolution C 7 of 22 June 1984 concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the Universal Postal Union, the delegation of the Federal Republic of Germany, while condemning the apartheid policy of that country, wishes to make express reservations as to the constitutionality of that decision.

"The UPU Constitution contains no provision permitting the exclusion of a Member State of the Union. Thus, resolution C 7 of 22 June 1984 was passed in violation of the UPU Constitution, which is based on the principle of universality and which expressly lays down that any member of the United Nations may accede to the Union. Accordingly, the Federal Republic of Germany does not recognize the validity of Congress resolution C 7 of 22 June 1984."

(Congress – Doc 100/Add 2)

IV

On behalf of Canada:

"Canada continues to condemn the abhorrent and inhumane policy of apartheid of the Government of South Africa. Canada has taken various steps – both bilateral and collective – to express opposition to this policy. Yet, Canada views with regret and deep concern adoption of resolution C 7 purporting to confirm the exclusion of South Africa from the Universal Postal Union by an earlier Congress and deprive that country of the right of membership conferred on members of the United Nations under article 11 of the Constitution of the UPU. This resolution is unconstitutional as there is no provision for exclusion in the UPU Constitution. It is also contrary to the principle of universality of participation on which the UPU and UN systems are based, and was adopted in a manner contrary to the agreed rules.

"Implementation of resolution C 7 would represent an unconstitutional act unacceptable to Canada. Such an illegal action in a specialized agency neither mandated nor equipped to handle political issues can only cause institutional damage to the agency concerned, and to the UN system in general, to the detriment of all their members."

(Congress – Doc 100/Add 3)

V

On behalf of the Republic of Austria:

"The delegation of Austria wishes to make the following reservation on the subject of the vote on resolution 024 concerning the expulsion of the Republic of South Africa from the Universal Postal Union:

- i Our delegation is of the opinion that there is no provision in the Constitution at present in force for the expulsion of a member country of the Union. Consequently, expulsion of a member country by a resolution, particularly one passed by a simple majority, is legally impossible. Resolution 024 of 22 June 1984 is therefore contrary to the Constitution of the Universal Postal Union.
- ii Austria was the originator of resolution C 37 of the 1974 Lausanne Congress. Under that resolution, postal exchanges should be maintained, as far as possible, even in time of war. Even in case of conflict, the suspension of postal exchanges is the last measure taken by the belligerents. Such a measure is even less admissible in time of peace and against a member country of the Universal Postal Union and the UN.

- iii Political questions should in no case be resolved to the detriment of the population of a country. The consequence of the expulsion of the Republic of South Africa from the Universal Postal Union would be to deprive the entire population of that country of postal exchanges and all the rights granted to users of the Post by the Acts of the Universal Postal Union."

(Congress – Doc 100/Add 4)

VI

On behalf of the United States of America:

"The United States of America considers resolution C 7 concerning the purported expulsion of a member country from the Union to be a violation of the UPU Constitution, which contains no provision for the expulsion of a member. It is contrary to the principle of universality which applies to all organizations of a technical, economic and humanitarian nature in the United Nations system.

"The United States of America, therefore, will continue to treat any country against which such unconstitutional action is taken as a member of the Union."

(Congress – Doc 100/Add 5)

VII

On behalf of Ireland:

"Ireland recalls its opposition to and repeated condemnation of the apartheid policy of South Africa, which in its view constitutes an intolerable infringement of human dignity. Ireland is determined to continue its efforts to bring home to the South African Government the intrinsic injustice of the apartheid system and to ensure that the civil and political rights of the black majority are recognized in full.

"Notwithstanding this position, Ireland considers that the decision relating to South Africa which has been taken by the Congress is in violation of the UPU Constitution, which contains no provision for the expulsion of members and which expressly provides that any member of the United Nations may accede to the Union.

"It is also contrary to the principle of universality of the United Nations, which principle applies *inter alia* to the specialized agencies of the United Nations such as the UPU. Ireland deplores any initiative which might damage the United Nations Organization, which is based on the closest possible cooperation between all members of the international community.

"For these reasons Ireland deems the decision taken by the Congress to be unacceptable and without any legal or political consequence. Ireland will continue to regard South Africa as a member of the Universal Postal Union."

(Congress – Doc 100/Add 6)

VIII

On behalf of the Swiss Confederation:

"With reference to the adoption by a simple majority, during the eighth plenary meeting, of resolution C 7 concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the Universal Postal Union, the Swiss delegation wishes to make express reservations as to both the constitutionality of that decision and the procedure followed for its adoption.

Declarations

"The UPU Constitution contains no provision permitting the exclusion of a Member State of the Union. A decision as serious as exclusion cannot be taken in the absence of a legal basis in the fundamental Act. Moreover, the exclusion of any member country undermines the principle of universality upon which the activities of the UPU are based. For these reasons, Switzerland cannot recognize the legal validity of the decision which is the subject of resolution C 7."

(Congress – Doc 100/Add 7)

IX

On behalf of Japan:

"With reference to resolution C 7 adopted at the 19th Congress, concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the Universal Postal Union, the delegation of Japan wishes to make the following declaration:

"The Government of Japan has consistently opposed the policy of apartheid of the Government of South Africa and has seized every opportunity to appeal to that country to abolish its racial discrimination and respect the fundamental rights and freedom of all, irrespective of race.

"However, this position does not prevent the Government of Japan from considering that the resolution is inadvisable, not only because this highly political decision was taken by a technical and specialized agency like the UPU but above all because it is contrary to the principle of universality on which the activities of the UPU are based.

"In addition, the Government of Japan expresses grave doubts about the constitutionality and legal validity of this resolution, in that it was adopted in the absence of any provision in the Constitution allowing a member country of the Union to be excluded.

"For that reason the Government of Japan does not recognize the validity of Congress resolution C 7 of 22 June 1984."

(Congress – Doc 100/Add 8/Rev 1)

X

On behalf of New Zealand:

"With reference to resolution C 7 of the 19th Congress of the Universal Postal Union to expel South Africa from the Union, the delegation of New Zealand wishes to point out that the New Zealand Government is totally opposed to the policies of apartheid of the South African Government.

"The delegation of New Zealand wishes however to record that it considers the passing of resolution C 7 to have been both unconstitutional and unhelpful. In particular, this decision is contrary to the principle of universality, and it is the New Zealand view that the best interests of the international community are not served by excluding any State from technical bodies such as the UPU."

(Congress – Doc 100/Add 9)

XI

On behalf of Australia:

"Australia's abhorrence of the South African Government's policy of apartheid is well known. However, Australia considers that the decision relating to South Africa which has been taken by the 19th Congress is in violation of the Universal Postal Union Constitution, which contains no provision for the expulsion of members. It is also contrary to the principle of universality of membership of international organizations. Accordingly, Australia considers that the decision is unacceptable and without legal effect."

(Congress – Doc 100/Add 10)

XII

On behalf of the Netherlands:

"The Netherlands recalls its opposition to and repeated condemnation of the apartheid policy of South Africa, which in its view constitutes an intolerable infringement of human dignity. The Netherlands is determined to continue its efforts to bring home to the South African Government the intrinsic injustice of the apartheid system and to ensure that the civil and political rights of the black majority are recognized in full.

"Notwithstanding this position, the Netherlands considers that the decision relating to South Africa which has been taken by the Congress is in violation of the UPU Constitution, which contains no provision for the expulsion of members and which expressly provides that any member of the United Nations may accede to the Union.

"It is also contrary to the principle of universality of the United Nations, which principle applies *inter alia* to the specialized agencies of the United Nations, including the UPU. The Netherlands deplores any initiative which might be detrimental to the United Nations Organization, which is based on the closest possible cooperation between all members of the international community.

"For these reasons the Netherlands deems the decision taken by the Congress to be unacceptable and without any legal or political effect. The Netherlands will continue to regard South Africa as a member of the Universal Postal Union."

(Congress – Doc 100/Add 11)

XIII

On behalf of the French Republic:

"Referring to resolution C 7 taken by Congress on 22 June 1984, France recalls its repeated condemnation of the apartheid policy of South Africa, which in its view constitutes an intolerable infringement of human dignity. France is determined to continue its efforts to make the South African Government understand its error and to ensure that the civil and political rights of the majority are recognized in full. This steadfast attitude was confirmed once again on the occasion of the recent European trip of the Prime Minister of the Republic of South Africa, whom the French Government did not receive.

"Notwithstanding this position, France considers that the decision taken by Congress with respect to South Africa is in flagrant violation of the UPU Constitution, which contains no provision for the expulsion of members and which expressly provides that any member of the United Nations may accede to the Union. It is also contrary to the principle of universality of the United Nations, which principle applies equally to all the organizations in the United Nations system and more particularly to an agency of a highly technical character and whose mandate, by virtue of its name, requires that it be universal. Finally, it can only be detrimental to the organization itself, which is based on the closest possible cooperation, without distinction, between all members of the international community.

"For these reasons, France deems the decision taken by the Congress to be unacceptable and without any legal or political effect."

(Congress – Doc 100/Add 12)

XIV

On behalf of Luxembourg:

"Referring to resolution C 7 adopted by Congress, Luxembourg recalls its opposition to and repeated condemnation of the apartheid policy of South Africa, which in its view constitutes an intolerable infringement of human dignity. Luxembourg is determined to continue its efforts to bring home to the South African Government the intrinsic injustice of the apartheid system and to ensure that the civil and political rights of the black majority are recognized in full.

Declarations

"Notwithstanding this position, Luxembourg considers that the decision relating to South Africa which has been taken by the Congress is in violation of the UPU Constitution, which contains no provision for the expulsion of members and which expressly provides that any member of the United Nations may accede to the Union.

"It is also contrary to the principle of universality of the United Nations, which principle applies *inter alia* to the specialized agencies of the United Nations, including the UPU. Luxembourg deplors any initiative which might be detrimental to the United Nations Organization, the effectiveness of which is based on the closest possible cooperation between all members of the international community.

"For these reasons, Luxembourg deems the decision taken by the Congress to be unacceptable and without any legal or political effect. Luxembourg will continue to regard South Africa as a member of the Universal Postal Union."

(Congress – Doc 100/Add 13)

XV

On behalf of Portugal:

"With reference to Congress resolution C 7 of 22 June 1984 concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the Universal Postal Union, the delegation of the Portuguese Republic, while condemning the apartheid policy of that country, wishes to make express reservations as to the constitutionality of that decision.

"The UPU Constitution contains no provision permitting the exclusion of a Member State of the Union. Thus, resolution C 7 of 22 June 1984 was passed in violation of the UPU Constitution, which is based on the principle of universality and which expressly lays down that any member of the United Nations may accede to the Union.

"Accordingly, the Portuguese Republic does not recognize the validity of Congress resolution C 7 of 22 June 1984."

(Congress – Doc 100/Add 14)

XVI

On behalf of Israel:

A

"The delegation of Israel to the 19th Congress of the Universal Postal Union rejects unreservedly and in their entirety, all declarations of reservations made by certain member countries of the Union at the Union's 15th Congress (Vienna 1964), 16th Congress (Tokyo 1969), 17th Congress (Lausanne 1974), 18th Congress (Rio de Janeiro 1979) and 19th Congress (Hamburg 1984), purporting to disregard Israel's rights of membership in the UPU, as incompatible with the status of the State of Israel as a member of the UN and the UPU. Further, these declarations were made with the intention of not applying the provisions of the Acts of the UPU and therefore contravene the letter and spirit of the Constitution, Convention and Agreements.

"The delegation of Israel accordingly considers these declarations and reservations as illegal and null and void."

B

"The delegation of Israel deplors the numerous attempts by certain delegations to the 19th Congress to introduce proposals and issues of a purely extraneous political nature designed to undermine the objectives of the UPU in attaining international collaboration in the cultural, social and economic fields. Such politicization is contrary to the essentially technical and specialized purpose of the UPU and detracts from the Union's valuable role in the international community.

"The delegation of Israel declares that it is opposed to any proposal or resolution contravening the principle of universality of membership in the UPU or any other of the United Nations bodies or specialized agencies.

"Accordingly, Israel objects to any decision of Congress which purports to disregard rights of membership and curtail them. There is no legal basis for such a decision in the UPU's Constitution or in any other of the Union's basic Acts, and therefore Israel will continue to regard as a member of the Union the country against which such measures are taken. This position in no way detracts from Israel's total rejection of any policy and practice of racial discrimination."

(Congress – Doc 100/Add 15)

XVII

On behalf of the Republic of Guatemala:

A

"Seeing that the Territory of Belize arranged to be represented by Great Britain at this Congress, Guatemala formulates an express reservation to the effect that it has not recognized and will never recognize the independence unilaterally granted to that territory in 1981."

B

"Although they do not agree with segregationist policies, our people and our Government do not at any time accept the practice of expelling a member country from the UPU because of differences in respect of internal policy. Such an act not only violates the Constitution of the Universal Postal Union, which, owing to its primarily technical character, must be apolitical, but also tends to drive the countries of the world further apart and weakens the principle of non-intervention in the internal affairs of States."

(Congress – Doc 100/Add 16)

XVIII

On behalf of the Republic of Costa Rica:

"The delegation of the Republic of Costa Rica makes an express reservation with respect to Congress resolution C 7 of 22 June 1984 excluding South Africa from the Universal Postal Union, since that resolution is unconstitutional. "The UPU Constitution contains no provision enabling a Member State to be excluded from the Union. Consequently, the above-mentioned resolution was adopted in violation of the Constitution of the UPU, which is based on the principle of universality and which stipulates that all members of the United Nations may accede to the Union.

"Our delegation condemns the policy of apartheid, but the practice referred to above is foreign to the objectives, functions and field of action of the UPU.

"For these reasons the Republic of Costa Rica does not recognize the validity of Congress resolution C 7 of 22 June 1984."

(Congress – Doc 100/Add 17)

XIX

On behalf of Chile:

"With regard to the interpretation proposed by the Executive Council concerning the Constitution of the Universal Postal Union, article 3, b, as approved by this 19th Congress, Chile declares the following:

"All post offices, present and future, of Chile are established on its own territory of which the Chilean Antarctic sector is an integral part."

(Congress – Doc 100/Add 18)

XX

On behalf of the Kingdom of Swaziland:

"In view of the statement made by the Swaziland delegation on draft resolution 024 (resolution C 7) and Swaziland's position on the issue of expulsion of a member country, Swaziland wishes to record its reservation on the decision taken by Congress on 22 June 1984."

(Congress – Doc 100/Add 19)

XXI

On behalf of the Kingdom of Lesotho:

"In view of the statement made by the Lesotho delegation on proposal 024, now resolution C 7, and Lesotho's position on the issue of expulsion of a member country, Lesotho puts on record its reservation on the decision taken by the Congress.

"Lesotho's firm and clear stand against apartheid has an impeccable record."

(Congress – Doc 100/Add 20)

XXII

On behalf of the Nordic countries

(Kingdom of Denmark, Republic of Finland, Republic of Iceland, Norway and Sweden):

"The Nordic countries have consistently condemned and rejected the inhuman racial policies pursued by the South African Government and have worked for the abolition of apartheid.

"However, the Nordic countries cannot accept resolution C 7 adopted by the Congress on 22 June 1984 to exclude the Republic of South Africa from the Universal Postal Union and do not recognize the legal consequences of the resolution.

"The reasons for this are as follows. The resolution is contrary to the principle of universality, which the Nordic countries have consistently considered an essential prerequisite for the work of the United Nations and its specialized agencies. Furthermore, there are no provisions in the Constitution of the Union concerning the exclusion of a member country. Moreover, the right granted in article 11 of the Constitution to any member of the United Nations to accede to the Union is ignored in this resolution. Finally, the decision was taken by a simple majority in spite of this being in contradiction to the Constitution."

(Congress – Doc 100/Add 21)

XXIII

On behalf of the Republic of San Marino:

"The Republic of San Marino has always condemned the racial policy of apartheid practised by the Government of South Africa and will continue to do so. Although, not a member of the United Nations, San Marino has always, in its day-to-day dealings, rigorously applied UN resolutions against the racist regime in South Africa.

"The Republic of San Marino has no relationship of any kind whatsoever with that country.

"In any international stance that it has taken, the Republic has never failed to express its conviction that any form of discrimination based on race, religion or political convictions and any form of exploitation of one man by another, must be condemned.

"However, the delegation of San Marino wishes to emphasize that it does not believe that the decision to expel South Africa taken by the 19th Congress of the Universal Postal Union, a technical organization working equally for the benefit of those citizens of South Africa who are the victims of discrimination by the Pretoria regime, can do anything to improve the situation within that country and that principle of universality – the guarantee of democratic life in such institutions – ought to be preserved.

"On the contrary, the delegation of San Marino asks that organizations and States with the power to intervene not do anything that might subsequently hamper all efforts to put an end to the tragic situation caused by apartheid within South Africa, which continues to be one of the most absurd, serious and shameful features of international society."

(Congress – Doc 100/Add 22)

XXIV

On behalf of the Republic of Botswana:

"With reference to resolution C 7, the position of the Republic of Botswana on the expulsion of a member country of the Union is as reflected in its statement in Congress during the consideration of draft resolution 024."

(Congress – Doc 100/Add 23)

XXV

On behalf of Belgium:

"Belgium recalls its opposition to and repeated condemnation of the apartheid policy of South Africa, which in its view constitutes an intolerable infringement of human dignity. Belgium is determined to continue its efforts to bring home to the South African Government the intrinsic injustice of the apartheid system and to ensure that the civil and political rights of the black majority are recognized in full.

"Notwithstanding this position, Belgium considers that the decision relating to South Africa which has been taken by the Congress is in violation of the UPU Constitution, which contains no provision for the expulsion of members and which expressly provides that any member of the United Nations may accede to the Union.

"It is also contrary to the principle of universality of the United Nations, which principle applies *inter alia* to the specialized agencies of the United Nations, including the UPU. Belgium deplores any initiative which might be detrimental to the United Nations Organization, the effectiveness of which is based on the closest possible cooperation between all members of the international community.

"For these reasons, Belgium deems the decision taken by the Congress to be unacceptable and without any legal or political effect. Belgium will continue to regard South Africa as a member of the Universal Postal Union."

(Congress – Doc 100/Add 24)

XXVI

On behalf of Italy:

"The delegation of Italy wishes to make reservations regarding the constitutionality of resolution C 7, adopted by a simple majority of Congress on 22 June 1984, concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the Universal Postal Union.

"The UPU Constitution contains no provision permitting the exclusion of a Member State from the Union; hence resolution C 7 of 22 June 1984 was passed in violation of the UPU Constitution, which is based on the principle of universality.

"Accordingly, Italy, while repeating its condemnation of the apartheid policy of the Government of South Africa, declares that it does not recognize the said resolution C 7 as having any validity."

(Congress – Doc 100/Add 25)

XXVII

A

On behalf of the Democratic Republic of Afghanistan, the People's Democratic Republic of Algeria, the State of Bahrain, the People's Republic of Bangladesh, Djibouti, the Republic of Iraq, the Hashemite Kingdom of Jordan, Kuwait, the Lebanese Republic, Malaysia, the Islamic Republic of Mauritania, the Kingdom of Morocco, the Sultanate of Oman, Pakistan, the State of Qatar, the Kingdom of Saudi Arabia, the Democratic Republic of the Sudan, the Syrian Arab Republic, Tunisia, the United Arab Emirates, the Yemen Arab Republic and the People's Democratic Republic of Yemen:

"The above-mentioned delegations,

"Considering

the fourth Geneva Convention (1949) relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War, on the one hand, and United Nations decision No 3379 D.30 of 10 November 1975 qualifying Zionism as a form of racism and racial discrimination, on the other,

"Recalling

that Zionism exhibits all the characteristics of imperialism owing to the fact that it is a constant source of conflict and of war with the (adjacent) countries of the Middle East,

"Noting

that, by its basic philosophy, Zionism practises an avowed expansionism because it is occupying territories recognized de facto and de jure as belonging to free and independent countries which are members of the international community,

"Aware

that the Palestinian people are suffering the horrors of a war which is imposed on them and that, as a consequence, their defence is a just cause as it is designed to end their martyrdom, to restore their human and social rights and their right to self-determination and to construct their own independent State on the territory of Palestine,

"Considering

that the entity known as Israel is the spearhead of this philosophy of imperialism, expansionism and racism,

"Confirm

their declaration to No IX made at the 1964 Vienna Congress, their declaration No III made at the 1969 Tokyo Congress, their declaration No III made at the 1974 Lausanne Congress and their declaration No V made at the 1979 Rio de Janeiro Congress,

"And reaffirm

that their signature to all the Acts of the Universal Postal Union (1984 Hamburg Congress) as well as any subsequent ratification of those Acts by their respective Governments are not valid vis-à-vis the member inscribed under the name of Israel and in no way imply its recognition."

B

For the same reasons, *the delegations of Indonesia and Malaysia* declare as follows:

"Their signature to all the Acts of the Universal Postal Union (1984 Hamburg Congress) as well as any subsequent ratification of those Acts by their Governments are not valid vis-à-vis the member inscribed under the name of Israel and in no way imply its recognition."

(Congress – Doc 100/Add 26)

XXVIII

*On behalf of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,
the Channel Islands and the Isle of Man:*

"The United Kingdom recalls its repeated condemnations of the apartheid policy of South Africa, which in its view constitutes an intolerable infringement of human dignity. The Government of the United Kingdom is determined to continue its efforts to convince the South African Government of the intrinsic injustice of the apartheid system and to induce it to recognize in full the civil and political rights of the black majority.

"Notwithstanding this position, the United Kingdom considers that the decision – resolution C 7 – relating to South Africa which has been taken by the Congress is in violation of the UPU Constitution, which contains no provision for the expulsion of members. It is also contrary to the principle of universality, which principle applies *inter alia* to the specialized agencies of the United Nations such as the UPU. The United Kingdom deplores initiatives of a purely political character which cannot but be detrimental to the UN Organization, which is based on the closest possible cooperation between all members of the international community without distinction.

"For these reasons the decision taken by the Congress is deemed by the Government of the United Kingdom to be unacceptable and without any legal or political consequence. The United Kingdom continues to regard South Africa as a member of the Universal Postal Union and will therefore maintain its relations with the South African postal administration."

(Congress – Doc 100/Add 27)

XXIX

On behalf of Belize:

As accredited proxy at this Congress for the Government of Belize, the delegation of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man is instructed to ask for the following declaration to be circulated:

"The UPU accepted Belize as a member on the basis of the fact that it is an independent nation. Neither Belize nor any other member of the UPU has any doubts as to its sovereignty or its right to enter into the International community. Belize looks forward to the time when Guatemala will be prepared to acknowledge that reality."

(Congress – Doc 100/Add 28)

XXX

On behalf of Chile:

"In conformity with its traditional condemnation of all forms of racial discrimination, the Government of Chile has invariably rejected the policy of apartheid established in South Africa.

"Nevertheless, the Government of Chile considers that the expulsion of South Africa from the Universal Postal Union (UPU) is in violation of that principle of universality which is essential to the existence of international organizations.

"Similarly, it considers that the exclusion of any Member State is contrary to the legal and practical foundations of the UPU, would seriously impair the operation of that organization and would in addition constitute a dangerous precedent for the United Nations system.

"The Government of Chile makes a point of stressing that the expulsion of South Africa could hinder the free circulation of mail and thus endanger the principle of the universal territorial unity of the Post, that it constitutes moreover a measure not provided for in the Constitution of the UPU and that in consequence no State can claim to be competent in the matter.

"Lastly, the Government of Chile considers that when such measures are taken the principal victims are the people and not the Governments at which the sanctions are aimed."

(Congress – Doc 100/Add 29)

XXXI

On behalf of the Union of Soviet Socialist Republics:

"In connection with the declaration concerning the question of territorial claims in the Antarctic made by certain States, the Union of Soviet Socialist Republics has not recognized and cannot recognize as legitimate any separate solution of the question of State sovereignty over the Antarctic."

(Congress – Doc 100/Add 30)

XXXII

On behalf of the United States of America:

"With regard to certain statements made concerning Antarctica in connection with the interpretation of article 3, b, of the Constitution of the Universal Postal Union, proposed by the Executive Council, the United States of America declares that it reserves its position and takes note of article 4 of the Antarctic Treaty of 1959."

(Congress – Doc 100/Add 31)

XXXIII

On behalf of Australia:

"Australia does not accept the Executive Council's interpretation of the Antarctic Treaty on which Congress decision C 72 is based. The interpretation is contrary to article 4 of the Antarctic Treaty. Australia regards its post offices in the Australian Antarctic Territory as being on Australian territory."

(Congress – Doc 100/Add 32)

XXXIV

*On behalf of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,
the Channel Islands and the Isle of Man:*

"With regard to the interpretation of article 3, b, of the Constitution of the Universal Postal Union, adopted by the Congress on the proposal of the Executive Council, the United Kingdom wishes to state that the British Antarctic Territory (like all its dependent territories) falls within article 3, a, of the Constitution and is therefore unaffected by that interpretation; and with regard to certain statements made in connection with that interpretation, the United Kingdom wishes to state that it has no doubt as to its sovereignty over the British Antarctic Territory and in that context wishes to draw attention to article 4 of the Antarctic Treaty 1959."

(Congress – Doc 100/Add 33)

XXXV

On behalf of the Islamic Republic of Iran:

"The delegation of the Islamic Republic of Iran wishes to make the following declaration on the subject of proposal 026 and Congress – PV 16 concerning the expulsion of the "occupier regime of Palestine" from the Universal Postal Union:

"While condemning the way in which the plenary sessions regarding the above-mentioned subject were managed, which was in support of the Zionist regime, the Islamic Republic of Iran declares that its signature to all the Acts of the Universal Postal Union (1984 Hamburg Congress) as well as any subsequent ratification of those Acts by its Government are not valid vis-à-vis the member inscribed under the name of so-called Israel and in no way imply its recognition."

(Congress – Doc 100/Add 34)

XXXVI

On behalf of the Islamic Republic of Iran:

"The delegation of the Islamic Republic of Iran wishes to make the following declaration on the subject of the adoption of proposal 2009.1 and Congress – PV 16 concerning article 9 of the UPU Convention (Rio de Janeiro 1979) relating to postage stamps:

"Since the designs of postage stamps mainly illustrate the history of the different nations and naturally reflect the beliefs, cultures, arts, interests and ideals of countries all over the world, the delegation of the Islamic Republic of Iran cannot endorse the above-mentioned proposal."

(Congress – Doc 100/Add 35)

GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

CONTENTS

Chapter I

Functioning of the Union's bodies

Art

- 101 Organization and convening of Congresses and Extraordinary Congresses
- 102 Composition, functioning and meetings of the Executive Council
- 103 Documentation on the activities of the Executive Council
- 104 Composition, functioning and meetings of the Consultative Council for Postal Studies
- 105 Documentation on the activities of the Consultative Council for Postal Studies
- 106 Rules of Procedure of Congresses
- 107 Languages used for the publication of documents, for debates and for official correspondence

Chapter II

International Bureau

- 108 Election of the Director-General and Deputy Director-General of the International Bureau
- 109 Duties of the Director-General
- 110 Duties of the Deputy Director-General
- 111 Secretariat of the Union's bodies
- 112 List of member countries
- 113 Information, Opinions, Requests for interpretation and amendment of the Acts. Inquiries. Role in the settlement of accounts
- 114 Technical cooperation
- 115 Forms supplied by the International Bureau
- 116 Acts of Restricted Unions and Special Agreements
- 117 Union periodical
- 118 Annual report on the work of the Union

Chapter III

Procedure for the submission and consideration of proposals

- 119 Procedure for submitting proposals to Congress
- 120 Procedure for submitting proposals between Congresses

Art

- 121 Consideration of proposals between Congresses
- 122 Notification of decisions adopted between Congresses
- 123 Implementation of decisions adopted between Congresses

Chapter IV

Finance

- 124 Fixing and regulation of the expenditure of the Union
- 125 Contribution classes
- 126 Payment for supplies from the International Bureau

Chapter V

Arbitration

- 127 Arbitration procedure

Chapter VI

Final provisions

- 128 Conditions for approval of proposals concerning the General Regulations
- 129 Proposals concerning Agreements with the United Nations
- 130 Entry into force and duration of the General Regulations

ANNEX: RULES OF PROCEDURE OF CONGRESSES

GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

The undersigned plenipotentiaries of the Governments of member countries of the Union, having regard to article 22, paragraph 2, of the Constitution of the Universal Postal Union, concluded at Vienna on 10 July 1964, have, by common consent, and subject to article 25, paragraph 3, of the Constitution, drawn up in these General Regulations the following provisions securing the application of the Constitution and the functioning of the Union.

Chapter I

Functioning of the Union's bodies

Article 101

Organization and convening of Congresses and Extraordinary Congresses

- 1 The representatives of member countries shall meet in Congress not later than five years after the date on which the Acts of the preceding Congress come into operation.
- 2 Each member country shall arrange for its representation at Congress by one or more plenipotentiaries furnished by their Government with the necessary powers. It may, if need be, arrange to be represented by the delegation of another member country. Nevertheless it shall be understood that a delegation may represent only one member country other than its own.
- 3 In debates, each country shall be entitled to one vote.
- 4 In principle, each Congress shall designate the country in which the next Congress will be held. If that designation proves inapplicable, the Executive Council shall be authorized to designate the country where Congress is to meet, after consultation with the latter country.
- 5 After consultation with the International Bureau, the host Government shall fix the definitive date and the precise locality of Congress. In principle one year before that date the host Government shall send an invitation to the Government of each member country of the Union. This invitation may be sent direct or through the intermediary of another Government or through the Director-General of the International Bureau. The host Government shall also be responsible for notifying the decisions taken by Congress to all the Governments of member countries.
- 6 When a Congress has to be convened without a host Government, the International Bureau, with the agreement of the Executive Council and after consultation with the Government of the Swiss Confederation, shall take the necessary steps to convene and organize the Congress in the country in which the seat of the Union is situated. In this event the International Bureau shall perform the functions of the host Government.
- 7 The meeting place of an Extraordinary Congress shall be fixed, after consultation with the International Bureau, by the member countries which have initiated that Congress.
- 8 Paragraphs 2 to 6 shall be applicable by analogy to Extraordinary Congresses.

Article 102

Composition, functioning and meetings of the Executive Council

- 1 The Executive Council shall consist of a Chairman and thirty-nine members who shall exercise their functions during the period between two successive Congresses.

2 The chairmanship shall devolve by right on the host country of Congress. If that country waives this right, it shall become a de jure member and, as a result, the geographical group to which it belongs shall have at its disposal an additional seat, to which the restrictive provisions of paragraph 3 shall not apply. In that case, the Executive Council shall elect to the chairmanship one of the member countries belonging to the geographical group of the host country.

3 The thirty-nine members of the Executive Council shall be elected by Congress on the basis of an equitable geographical distribution. At least a half of the membership shall be renewed at each Congress: no member may be chosen by three successive Congresses.

4 The representative of each of the members of the Executive Council shall be appointed by the postal administration of his country. This representative shall be a qualified official of the postal administration.

5 The office of member of the Executive Council shall be unpaid. The operational expenses of this Council shall be borne by the Union.

6 The Executive Council shall have the following functions:

- a to coordinate and supervise all the activities of the Union between Congresses;
- b to promote, coordinate and supervise all forms of postal technical assistance within the framework of international technical cooperation;
- c to consider and approve the annual budget and accounts of the Union;
- d to authorize the ceiling of expenditure to be exceeded, if circumstances so require, in accordance with article 124, paragraphs 3, 4 and 5;
- e to lay down the Financial Regulations of the UPU;
- f to lay down the rules governing the Reserve Fund;
- g to provide control over the activities of the International Bureau;
- h to authorize election of a lower contribution class, if it is so requested, in accordance with the conditions set out in article 125, paragraph 6;
- i to lay down the Staff Regulations and the conditions of service of the elected officials;
- j to appoint or promote officials to the grade of Assistant Director-General (D 2);
- k to lay down the Regulations of the Social Fund;
- l to approve the annual report on the work of the Union prepared by the International Bureau and where appropriate to furnish observations on it;
- m to decide on the contacts to be established with postal administrations in order to carry out its functions;
- n to decide on the contacts to be established with the organizations which are not de jure observers, to consider and approve the reports by the International Bureau on UPU relations with other international bodies and to take the decisions which it considers appropriate on the conduct of such relations and the action to be taken on them; to designate in due course the intergovernmental and non-governmental international organizations which should be invited to be represented at a Congress and to instruct the Director-General to issue the necessary invitations;
- o to study, at the request of Congress, the CCPS or postal administrations, administrative, legislative and legal problems concerning the Union or the international postal service and to communicate the results of such studies to the body concerned or to postal administrations, as the case may be. It shall be for the Executive Council to decide whether it is expedient to undertake the studies requested by postal administrations between Congresses;
- p to formulate proposals which shall be submitted for the approval either of Congress or of postal administrations in accordance with article 121;
- q to examine, at the request of the postal administration of a member country, any proposal which that administration forwards to the International Bureau under article 120, to prepare observations on it and to instruct the International Bureau to annex these observations to the proposal before submitting it for approval to the postal administrations of member countries;
- r to recommend, if exceptional circumstances so require, and where appropriate after consultation of all the postal administrations, the provisional adoption of a new procedure or transitional measures which will then have to be submitted for the approval of Congress in the most appropriate final form;
- s to consider the annual report prepared by the Consultative Council for Postal Studies and any proposals submitted by the Council;
- t to submit subjects for study to the Consultative Council for Postal Studies for examination in accordance with article 104, paragraph 9, f;
- u to designate the country where the next Congress is to be held in the case provided for in article 101, paragraph 4;

- v to determine in due course, the number of Committees required to carry out the work of Congress and to specify their functions;
 - w to designate in due course, subject to the approval of Congress, the member countries prepared:
 - to assume the vice-chairmanships of Congress and the Chairmanships and vice-chairmanships of the Committees, taking as much account as possible of the equitable geographical distribution of the member countries; and
 - to sit on the restricted Committees of Congress;
 - x to decide whether minutes of meetings of a Committee of Congress should be replaced by reports.
- 7 In appointing officials to grade D 2, the Executive Council shall consider the professional qualifications of the candidates recommended by the postal administrations of the member countries of which the candidates are nationals, ensuring that the posts of Assistant Director-General are as far as possible filled by candidates from different regions and from regions other than those from which the Director-General and Deputy Director-General originate, bearing in mind the paramount consideration of the efficiency of the International Bureau, while giving due weight to the Bureau's internal promotion arrangements.
- 8 At its first meeting, which shall be convened by the Chairman of Congress, the Executive Council shall elect four Vice-Chairmen from among its members and draw up its Rules of Procedure.
- 9 On convocation by its Chairman, the Executive Council shall meet in principle once a year, at Union headquarters.
- 10 The representative of each of the members of the Executive Council participating in its meetings, except for meetings which take place during Congress, shall be entitled to reimbursement of the cost of either an economy class return air ticket or first class return rail ticket, or expenses incurred for travel by any other means subject to the condition that the amount does not exceed the price of the economy class return air ticket.
- 11 The Chairman of the Consultative Council for Postal Studies shall represent that body at meetings of the Executive Council on the agenda of which there are questions of interest to the body which he directs.
- 12 To ensure effective liaison between the work of the two bodies, the Chairman, the Vice-Chairman and the Committee Chairmen of the Consultative Council for Postal Studies may, if they express the desire so to do, attend Executive Council meetings as observers.
- 13 The postal administration of the country in which the Executive Council meets shall be invited to take part in the meetings in the capacity of observer, if that country is not a member of the Executive Council.
- 14 The Executive Council may invite any international body or any qualified person whom it wishes to associate with its work to its meetings, without the right to vote. It may also invite, under the same conditions, one or more postal administrations of member countries concerned with questions on its agenda.

Article 103

Documentation on the activities of the Executive Council

- 1 The Executive Council shall send postal administrations of member countries of the Union and Restricted Unions, for information, after each session:
- a a summary record;
 - b the "Documents of the Executive Council" containing the reports, discussions, summary record and resolutions and decisions.
- 2 The Executive Council shall make to Congress a comprehensive report on its work and send it to postal administrations at least two months before the opening of Congress.

Article 104

Composition, functioning and meetings of the Consultative Council for Postal Studies

1 The Consultative Council for Postal Studies shall consist of thirty-five members who shall exercise their functions during the period between two successive Congresses.

2 The members of the Consultative Council shall be elected by Congress, in principle on the basis of as wide a geographical distribution as possible.

3 The representative of each of the members of the Consultative Council shall be appointed by the postal administration of his country. This representative shall be a qualified official of the postal administration.

4 The operational expenses of the Consultative Council shall be borne by the Union. Its members shall not receive any payment. Travelling and living expenses incurred by representatives of administrations participating in the Consultative Council shall be borne by those administrations. However, the representative of each of the countries considered to be disadvantaged according to the lists established by the United Nations shall be entitled to reimbursement of the price of an economy class return air ticket or first class return rail ticket, or expenses incurred for travel by any other means, subject to the condition that the amount does not exceed the price of the economy class return air ticket.

5 At its first meeting, which shall be convened and opened by the Chairman of Congress, the Consultative Council shall choose from among its members a Chairman, a Vice-Chairman and the Committee Chairmen.

6 The Consultative Council shall draw up its Rules of Procedure.

7 In principle, the Consultative Council shall meet every year at Union headquarters. The date and place of the meeting shall be fixed by its Chairman, in agreement with the Chairman of the Executive Council and the Director-General of the International Bureau.

8 The Chairman, the Vice-Chairman and the Committee Chairmen of the Consultative Council shall form the Steering Committee. This Committee shall prepare and direct the work of each meeting of the Consultative Council and take on all the tasks which the latter decides to assign to it.

9 The functions of the Consultative Council shall be the following:

- a to organize the study of the most important technical, operational, economic and technical cooperation problems which are of interest to postal administrations of all member countries of the Union and to prepare information and opinions on them;
- b to study teaching and vocational training problems of interest to the new and developing countries;
- c to take the necessary steps to study and publicize the experiments and progress made by certain countries in the technical, operational, economic and vocational training fields of interest to the postal services;
- d to study the present position and needs of the postal services in the new and developing countries and to prepare appropriate recommendations on ways and means of improving the postal services in those countries;
- e to take, in consultation with the Executive Council, appropriate steps in the sphere of technical cooperation with all member countries of the Union and in particular with the new and developing countries;
- f to examine any other questions submitted to it by a member of the Consultative Council, by the Executive Council or by any administration of a member country.

10 The members of the Consultative Council shall take an active part in its work. Member countries not belonging to the Consultative Council may, at their request, cooperate in the studies undertaken.

11 If need be, the Consultative Council shall draw up proposals for Congress arising directly from its activities as defined in this article. These proposals shall be submitted by the Consultative Council itself, after consultation with the Executive Council when questions within the latter's competence are concerned.

12 The Consultative Council shall, at its last session before Congress, prepare for submission to Congress the draft work programme of the next Council, taking into account the requests of member countries of the Union and of the Executive Council.

13 In order to ensure effective liaison between the work of the two bodies, the Chairman and Vice-Chairmen of the Executive Council may, if they express the desire so to do, attend Consultative Council meetings as observers.

14 The Consultative Council may invite the following to take part in its meetings without the right to vote:

- a any international body or any qualified person whom it wishes to associate with its work;
- b postal administrations of member countries not belonging to the Consultative Council.

Article 105

Documentation on the activities of the Consultative Council for Postal Studies

- 1 The Consultative Council for Postal Studies shall send postal administrations of member countries and Restricted Unions, for information, after each session:
 - a a summary record;
 - b the "Documents of the Consultative Council for Postal Studies" containing the reports, discussions and summary record.
- 2 The Consultative Council shall prepare for the Executive Council an annual report on its work.
- 3 The Consultative Council shall prepare for Congress a comprehensive report on its work and send it to postal administrations of member countries at least two months before the opening of Congress.

Article 106

Rules of Procedure of Congresses

- 1 For the organization of its work and the conduct of its debates, Congress shall apply the Rules of Procedure of Congresses which are annexed to these General Regulations.
- 2 Each Congress may amend these rules under the conditions laid down in the Rules of Procedure themselves.

Article 107

Languages used for the publication of documents, for debates and for official correspondence

- 1 For the documents of the Union, the French, English, Arabic and Spanish languages shall be used. The Chinese, German, Portuguese and Russian languages shall also be used provided that only the most important basic documents are produced in these languages. Other languages may also be used on condition that the costs to be borne by the Union under paragraph 6 are not thereby increased.
- 2 The member country or countries which have requested a language other than the official language constitute a language group. The member countries which have not made any express request shall be regarded as having asked for the official language.
- 3 Documents shall be published by the International Bureau in the official language and in the languages of the duly constituted language groups, either directly or through the intermediary of the regional offices of those groups in conformity with the procedures agreed with the International Bureau. Publication in the different languages shall be effected in accordance with a common standard.
- 4 Documents published directly by the International Bureau shall as a rule be distributed simultaneously in the different languages requested.
- 5 Correspondence between the postal administrations and the International Bureau and between the latter and outside entities may be exchanged in any language for which the International Bureau has available a translation service.
- 6 The cost of translation into any language other than the official language, including those resulting from the application of paragraph 5, shall be borne by the language group which has asked for that language. The Union shall bear the cost of translation into the official language of documents and correspondence received in Arabic, English and Spanish, as well as all other costs involved in the supply of documents. The ceiling of the costs to be borne by the Union for the production of documents in Chinese, German, Portuguese and Russian shall be fixed by a Congress resolution.
- 7 The costs to be borne by a language group shall be divided among the members of that group in proportion to their contributions to the expenses of the Union. These costs may be divided among the members of the language group according to another system, provided that the countries concerned agree to it and inform the International Bureau of their decision through the intermediary of the spokesman of the group.

8 The International Bureau shall give effect to any change in the choice of language requested by a member country after a period which shall not exceed two years.

9 For the discussions at meetings of the Union's bodies, the French, English, Spanish and Russian languages shall be admissible, by means of a system of interpretation – with or without electronic equipment – the choice being left to the judgment of the organizers of the meeting after consultation with the Director-General of the International Bureau and the member countries concerned.

10 Other languages shall likewise be admissible for the discussions and meetings mentioned in paragraph 9.

11 Delegations using other languages shall arrange for simultaneous interpretation into one of the languages mentioned in paragraph 9, either by the system indicated in the same paragraph, when the necessary technical modifications can be made, or by individual interpreters.

12 The costs of the interpretation services shall be shared among the member countries using the same language in proportion to their contributions to the expenses of the Union. However, the costs of installing and maintaining the technical equipment shall be borne by the Union.

13 Postal administrations may come to an understanding about the language to be used for official correspondence in their relations with one another. In the absence of such an understanding the language to be used shall be French.

Chapter II

International Bureau

Article 108

Election of the Director-General and Deputy Director-General of the International Bureau

1 The Director-General and the Deputy Director-General of the International Bureau shall be elected by Congress for the period between two successive Congresses, the minimum duration of their term of office being five years. Their term of office shall be renewable once only. Unless Congress decides otherwise, the date on which they take up their duties shall be fixed at 1 January of the year following that in which Congress is held.

2 The election of the Director-General and that of the Deputy Director-General shall take place by secret ballot, the first election being for the post of Director-General. Applications must be submitted by the Governments of member countries, through the intermediary of the Government of the Swiss Confederation. To that end, the Swiss Government shall send a memorandum to the Governments of member countries at least seven months before the opening of Congress, inviting them to send in their applications, if any, within a period of three months. The candidates must be nationals of the member countries which put them forward. In its memorandum, the Government of the Swiss Confederation shall also state whether the Director-General and Deputy Director-General in office have declared their interest in a renewal of their initial term of office. About two months before the opening of Congress the latter Government shall forward the applications received to the International Bureau so that the election documents can be prepared.

3 If the post of Director-General falls vacant, the Deputy Director-General shall take over the functions of Director-General until the expiry of the latter's term of office; he shall be eligible for election to that post and shall automatically be accepted as a candidate, provided that his initial term of office as Deputy Director-General has not already been renewed once by the preceding Congress and that he declares his interest in being considered as a candidate for the post of Director-General.

4 If the posts of Director-General and Deputy Director-General fall vacant at the same time, the Executive Council shall elect, on the basis of the applications received following notification of the vacancies, a Deputy Director-General for the period extending up to the next Congress. With regard to the submission of applications, paragraph 2 shall apply by analogy.

5 If the post of Deputy Director-General falls vacant, the Executive Council shall, on the proposal of the Director-General, instruct one of the Assistant Directors-General at the International Bureau to take over the functions of Deputy Director-General until the following Congress.

Article 109**Duties of the Director-General**

1 The Director-General shall organize, administer and direct the International Bureau, of which he is the legal representative. He shall be empowered to classify posts in grades G 1 to D 1 and to appoint and promote officials in those grades. For appointments in grades P 1 to D 1, he shall consider the professional qualifications of the candidates recommended by the postal administrations of the member countries of which the candidates are nationals, taking into account equitable geographical distribution with respect to continents and languages together with all other relevant considerations, while giving due weight to the Bureau's internal promotion arrangements. He shall also consider that, in principle persons occupying grade D 2, D 1 and P 5 posts must be nationals of different member countries of the Union. He shall inform the Executive Council once a year, in the report on the work of the Union, of appointments and promotions in grades P 4 to D 1.

2 The Director-General shall have the following duties:

- a to prepare the draft annual budget of the Union at the lowest possible level consistent with the requirements of the Union and to submit it in due course to the Executive Council for consideration; to communicate the budget to the member countries of the Union after approval by the Executive Council;
- b to act as an intermediary in relations between:
 - the UPU and the Restricted Unions;
 - the UPU and the United Nations;
 - the UPU and the international organizations whose activities are of interest to the Union;
- c to assume the duties of Secretary-General of the bodies of the Union and supervise in this capacity and taking into account the special provisions of these General Regulations, in particular:
 - the preparation and organization of the work of the Union's bodies;
 - the preparation, production and distribution of documents, reports and minutes;
 - the functioning of the secretariat at meetings of the Union's bodies;
- d to attend the meetings of the bodies of the Union and take part in the discussions without the right to vote, with the possibility of being represented.

Article 110**Duties of the Deputy Director-General**

1 The Deputy Director-General shall assist the Director-General and shall be responsible to him.

2 If the Director-General is absent or prevented from discharging his duties, the Deputy Director-General shall exercise his functions. The same shall apply in the case of a vacancy in the post of Director-General as mentioned in article 108, paragraph 3.

Article 111**Secretariat of the Union's bodies**

The secretariat of the Union's bodies shall be provided by the International Bureau under the responsibility of the Director-General. It shall send all the documents published on the occasion of each session to the postal administrations of the members of the body, to the postal administrations of countries which, while not members of the body, cooperate in the studies undertaken, to the Restricted Unions and to postal administrations of other member countries which ask for them.

Article 112**List of member countries**

The International Bureau shall prepare and keep up to date the list of member countries of the Union showing therein their contribution class, their geographical group and their position with respect to the Acts of the Union.

Article 113

Information. Opinions. Requests for interpretation and amendment of the Acts. Inquiries.
Role in the settlement of accounts

1 The International Bureau shall be at all times at the disposal of the Executive Council, the Consultative Council for Postal Studies and postal administrations for the purpose of supplying them with any necessary information on questions relating to the service.

2 In particular it shall collect, collate, publish and distribute all kinds of information of interest to the international postal service, give an opinion, at the request of the parties involved, on questions in dispute, act on requests for interpretation and amendment of the Acts of the Union and, in general, carry out such studies and editorial or documentary work as are assigned to it by those Acts or as may be referred to it in the interest of the Union.

3 It shall also conduct inquiries requested by postal administrations to obtain the views of other administrations on a particular question. The result of an inquiry shall not have the status of a vote and shall not be formally binding.

4 It shall bring to the notice of the Chairman of the Consultative Council for Postal Studies, for any necessary action, questions which are within the competence of that organ.

5 It shall act as a clearing house in the settlement of accounts of all kinds relating to the international postal service between postal administrations requesting this facility.

Article 114

Technical cooperation

The International Bureau shall develop postal technical assistance in all its forms within the framework of international technical cooperation.

Article 115

Forms supplied by the International Bureau

The International Bureau shall be responsible for arranging the manufacture of postal identity cards, international reply coupons, postal travellers' cheques and cheque book covers and for supplying them, at cost, to postal administrations ordering them.

Article 116

Acts of Restricted Unions and Special Agreements

1 Two copies of the Acts of Restricted Unions and of Special Agreements concluded under article 8 of the Constitution shall be sent to the International Bureau by the offices of such Unions, or failing that, by one of the contracting parties.

2 The International Bureau shall see that the Acts of Restricted Unions and Special Agreements do not include conditions less favourable to the public than those which are provided for in the Acts of the Union and shall inform postal administrations of the existence of such Unions and Agreements. The International Bureau shall notify the Executive Council of any irregularity discovered through applying this provision.

Article 117

Union periodical

The International Bureau shall publish, with the aid of the documents made available to it, a periodical in Arabic, Chinese, English, French, German, Russian and Spanish.

Article 118**Annual report on the work of the Union**

The International Bureau shall make an annual report on the work of the Union, which shall be sent, after approval by the Executive Council, to postal administrations, the Restricted Unions and the United Nations.

Chapter III**Procedure for the submission and consideration of proposals****Article 119****Procedure for submitting proposals to Congress**

- 1 Subject to the exceptions provided for in paragraphs 2 and 5, the following procedure shall govern the submission of proposals of all kinds to Congress by postal administrations of member countries:
 - a proposals which reach the International Bureau at least six months before the date fixed for Congress shall be accepted;
 - b no drafting proposal shall be accepted during the period of six months preceding the date fixed for Congress;
 - c proposals of substance which reach the International Bureau in the interval between six and four months before the date fixed for Congress shall not be accepted unless they are supported by at least two administrations;
 - d proposals of substance which reach the International Bureau in the interval between four and two months preceding the date fixed for Congress shall not be accepted unless they are supported by at least eight administrations. Proposals which arrive after that time shall no longer be accepted;
 - e declarations of support shall reach the International Bureau within the same period as the proposals to which they refer.
- 2 Proposals concerning the Constitution or the General Regulations shall reach the International Bureau not later than six months before the opening of Congress; any received after that date but before the opening of Congress shall not be considered unless Congress so decides by a majority of two thirds of the countries represented at Congress and unless the conditions laid down in paragraph 1 are fulfilled.
- 3 Every proposal must, as a rule, have only one aim and contain only the changes justified by that aim.
- 4 Drafting proposals shall be headed "Drafting proposal" by the administrations which submit them and shall be published by the International Bureau under a number followed by the letter R. Proposals which do not bear this indication but which, in the opinion of the International Bureau, deal only with drafting points shall be published with an appropriate annotation: the International Bureau shall draw up a list of these proposals for Congress.
- 5 The procedure prescribed in paragraphs 1 and 4 shall not apply either to proposals concerning the Rules of Procedure of Congresses or to amendments to proposals already made.

Article 120**Procedure for submitting proposals between Congresses**

- 1 To be eligible for consideration every proposal concerning the Convention or the Agreements submitted by a postal administration between Congresses shall be supported by at least two other administrations. Such proposals shall lapse if the International Bureau does not receive, at the same time, the necessary number of declarations of support.
- 2 These proposals shall be sent to other postal administrations through the intermediary of the International Bureau.

Article 121

Consideration of proposals between Congresses

1 Every proposal shall be subject to the following procedure: a period of two months shall be allowed to postal administrations of member countries for consideration of the proposal notified by an International Bureau circular and for forwarding their observations, if any, to the Bureau. Amendments shall not be admissible. The replies shall be collected by the International Bureau and communicated to postal administrations with an invitation to vote for or against the proposal. Those which have not sent in their vote within a period of two months shall be considered as abstaining. The aforementioned periods shall be reckoned from the dates of the International Bureau circulars.

2 If the proposal relates to an Agreement, its Detailed Regulations or their Final Protocols, only the postal administrations of member countries which are parties to that Agreement may take part in the procedure described in paragraph 1.

Article 122

Notification of decisions adopted between Congresses

1 Amendments made to the Convention, the Agreements and the Final Protocols to those Acts shall be sanctioned by a diplomatic declaration which the Government of the Swiss Confederation shall be charged to draw up and transmit at the request of the International Bureau to the Governments of member countries.

2 Amendments made to the Detailed Regulations and their Final Protocols shall be recorded and communicated to postal administrations by the International Bureau. The same shall apply to the interpretations referred to in article 91, paragraph 2, c, ii, of the Convention and in the corresponding provisions of the Agreements.

Article 123

Implementation of decisions adopted between Congresses

Any decision which has been adopted shall not take effect until at least three months after its notification.

Chapter IV

Finance

Article 124

Fixing and regulation of the expenditure of the Union

1 Subject to the provisions of paragraphs 2 to 6, the annual expenditure relating to the activities of bodies of the Union may not exceed the following sums for 1986 and subsequent years:

22 601 400 Swiss francs for 1986;

23 028 100 Swiss francs for 1987;

23 376 900 Swiss francs for 1988;

23 798 100 Swiss francs for 1989;

24 189 800 Swiss francs for 1990.

The basic limit for 1990 shall also apply to the following years in case the Congress scheduled for 1989 is postponed.

2 The expenditure relating to the convening of the next Congress (travelling expenses of the secretariat, transport charges, cost of installing simultaneous interpretation equipment, cost of reproducing documents during the Congress, etc) shall not exceed the limit of 3 345 000 Swiss francs.

- 3 The Executive Council shall be authorized to exceed the limits laid down in paragraphs 1 and 2 to take account of increases in salary scales, pension contributions or allowances, including post adjustments, approved by the United Nations for application to its staff working in Geneva.
- 4 The Executive Council shall also be authorized to adjust, each year, the amount of expenditure other than that relating to staff on the basis of the Swiss consumer price index.
- 5 Notwithstanding paragraph 1, the Executive Council, or in case of extreme urgency, the Director-General, may authorize the prescribed limits to be exceeded to meet the cost of major and unforeseen repairs to the International Bureau building, provided however that the amount of the increase does not exceed 65 000 Swiss francs per annum.
- 6 If the credits authorized in paragraphs 1 and 2 prove inadequate to ensure the smooth running of the Union, these limits may only be exceeded with the approval of the majority of the member countries of the Union. Any consultation shall include a complete description of the facts justifying such a request.
- 7 Countries which accede to the Union or are admitted to the status of members of the Union as well as those which leave the Union shall pay their contributions for the whole of the year during which their admission or withdrawal becomes effective.
- 8 Member countries shall pay their contributions to the Union's annual expenditure in advance on the basis of the budget laid down by the Executive Council. These contributions shall be paid not later than the first day of the financial year to which the budget refers. After that date, the sums due shall be chargeable with interest in favour of the Union at the rate of 3 percent per annum for the first six months and of 6 percent per annum from the seventh month.
- 9 To cover shortfalls in Union financing, a Reserve Fund shall be established the amount of which shall be fixed by the Executive Council. This Fund shall be maintained primarily from budget surpluses. It may also be used to balance the budget or to reduce the amount of member countries' contributions.
- 10 As regards temporary financing shortfalls, the Government of the Swiss Confederation shall make the necessary short-term advances, on conditions which are to be fixed by mutual agreement. That Government shall supervise, without charge, bookkeeping and accounting of the International Bureau within the limits of the credits fixed by Congress.

Article 125

Contribution classes

- 1 Member countries shall contribute to defraying Union expenses according to the contribution class to which they belong. These classes shall be the following:
 - class of 50 units;
 - class of 40 units;
 - class of 35 units;
 - class of 25 units;
 - class of 20 units;
 - class of 15 units;
 - class of 10 units;
 - class of 5 units;
 - class of 3 units;
 - class of 1 unit;
 - class of 0.5 unit, reserved for the least advanced countries as listed by the United Nations and for other countries designated by the Executive Council.
- 2 Notwithstanding the contribution classes listed in paragraph 1, any member country may elect to contribute more than 50 units.
- 3 Member countries shall be included in one of the above-mentioned contribution classes upon their admission or accession to the Union in accordance with the procedure laid down in article 21, paragraph 4, of the Constitution.

4 Member countries may subsequently change contribution class on condition that this change is communicated to the International Bureau before the opening of Congress. This notification, which shall be brought to the attention of Congress, shall take effect on the date of the entry into force of the financial provisions drawn up by Congress.

5 Member countries may not insist on being lowered more than one class at a time. Member countries which have not made known their wish to change contribution class by the opening of Congress shall remain in the class to which they belonged up to that time.

6 Nevertheless, in exceptional circumstances such as natural disasters necessitating international aid programmes, the Executive Council may authorize a reduction in contribution class when so requested by a member country if the said member establishes that it can no longer maintain its contribution at the class originally chosen.

7 Notwithstanding paragraphs 4 and 5, changes to a higher class shall not be subject to any restriction.

Article 126

Payment for supplies from the International Bureau

Supplies provided by the International Bureau to postal administrations against payment shall be paid for in the shortest possible time and at the latest within six months from the first day of the month following that in which the account is sent by the Bureau. After that period the sums due shall be chargeable with interest in favour of the Union at the rate of 5 percent per annum reckoned from the date of expiry of that period.

Chapter V

Arbitration

Article 127

Arbitration procedure

1 If a dispute has to be settled by arbitration, each of the postal administrations party to the case shall select a postal administration of a member country not directly involved in the dispute. When several administrations make common cause, they shall count only as a single administration for the purposes of this provision.

2 If one of the administrations party to the case does not act on a proposal for arbitration within a period of six months, the International Bureau, if so requested, shall itself call upon the defaulting administration to appoint an arbitrator or shall itself appoint one ex officio.

3 The parties to the case may agree to appoint a single arbitrator which may be the International Bureau.

4 The decision of the arbitrators shall be taken by a majority of votes.

5 In the event of a tie the arbitrators shall select another postal administration, not involved in the dispute either, to settle the matter. Should they fail to agree on the choice, this administration shall be appointed by the International Bureau from among administrations not proposed by the arbitrators.

6 If the dispute concerns one of the Agreements, the arbitrators may be appointed only from among the administrations that are parties to that Agreement.

Chapter VI

Final provisions

Article 128

Conditions for approval of proposals concerning the General Regulations

To become effective, proposals submitted to Congress relating to these General Regulations shall be approved by a majority of the member countries represented at Congress. At least two thirds of the member countries of the Union shall be present at the time of voting.

Article 129

Proposals concerning the Agreements with the United Nations

The conditions of approval referred to in article 128 shall apply equally to proposals designed to amend the Agreements concluded between the Universal Postal Union and the United Nations, in so far as those Agreements do not lay down conditions for the amendment of the provisions they contain.

Article 130

Entry into force and duration of the General Regulations

These General Regulations shall come into force on 1 January 1986 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof the plenipotentiaries of the Governments of the member countries have signed these General Regulations in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the Swiss Confederation. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Hamburg, 27 July 1984.

Signatures: same as on pages 4 to 36.

(For ratifications and approvals see pages 120 and 121)

GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION – ANNEX

Rules of Procedure of Congresses

Summary

Art

- 1 General provisions
- 2 Delegations
- 3 Delegates' credentials
- 4 Order of seating
- 5 Observers
- 6 Doyen of Congress
- 7 Chairmanships and vice-chairmanships of Congress and Committees
- 8 Bureau of Congress
- 9 Membership of Committees
- 10 Working Parties
- 11 Secretariat of Congress and of Committees
- 12 Languages of debates
- 13 Languages used for drafting Congress documents
- 14 Proposals
- 15 Consideration of proposals in Congress and in Committees
- 16 Debates
- 17 Motions on points of order and procedural motions
- 18 Quorum. General provisions concerning voting
- 19 Voting procedure
- 20 Conditions of approval of proposals
- 21 Election of members of the Executive Council or the Consultative Council for Postal Studies
- 22 Election of the Director-General and the Deputy Director-General of the International Bureau
- 23 Minutes
- 24 Approval by Congress of draft decisions (Acts, resolutions, etc)
- 25 Assignment of studies to the Executive Council and the Consultative Council for Postal Studies
- 26 Reservations to Acts
- 27 Signature of Acts
- 28 Amendment of the Rules

RULES OF PROCEDURE OF CONGRESSES

Article 1

General provisions

The present Rules of Procedure (hereinafter referred to as "the Rules") have been drawn up pursuant to the Acts of the Union and are subordinate to them. In the event of a discrepancy between one of their provisions and a provision of the Acts, the latter shall prevail.

Article 2

Delegations

1 The term "delegation" shall denote the person or body of persons designated by a member country to take part in a Congress. The delegation shall consist of a Head of delegation and, if appropriate, his deputy, one or more delegates and, possibly, one or more attached officials (including experts, secretaries, etc).

2 Heads of delegation, their deputies, and delegates shall be representatives of member countries within the meaning of article 14, paragraph 2, of the Constitution if in possession of credentials which comply with the conditions laid down in article 3 of these Rules.

3 Attached officials shall be admitted to meetings, and shall have the right to participate in the proceedings, but they shall not normally have the right to vote. However, they may be authorized by the Head of their delegation to vote on behalf of their country at Committee meetings. Such authorizations shall be handed, in writing, to the Chairman of the Committee concerned, before the beginning of the meeting.

Article 3

Delegates' credentials

1 Delegates' credentials shall be signed by the Head of State, the Head of Government or the Minister for Foreign Affairs of the country concerned. They shall be drawn up in due and proper form. The credentials of delegates entitled to sign the Acts (plenipotentiaries) shall specify the scope of such signature (signature subject to ratification or approval, signature ad referendum, definitive signature). In the absence of such specific information, the signature shall be regarded as being subject to ratification or approval. Credentials authorizing the holder to sign the Acts shall implicitly include the right to speak and to vote. Delegates on whom the relevant authorities have conferred full powers without specifying their scope shall be authorized to speak, to vote and to sign the Acts unless the wording of the credentials is explicitly to the contrary.

2 Credentials shall be deposited at the opening of Congress with the authority designated for that purpose.

3 Delegates who are not in possession of credentials or who have not deposited their credentials may, provided their names have been communicated by their Government to the Government of the host country, take part in the debates and vote from the moment they participate in the work of Congress. The same shall apply to those whose credentials are found to be not in order. Such delegates shall cease to be empowered to vote from the time Congress approves the report of the Credentials Committee establishing that their credentials have not been received or are not in order until such time as the position is regularized.

4 The credentials of a member country which arranges for the delegation of another member country to represent it at Congress (proxy) shall be in the same form as those mentioned in paragraph 1.

5 Credentials and proxies sent by telegram shall not be admissible. However, telegrams sent in reply to requests for information relating to credentials shall be accepted.

6 A delegation which, after it has deposited its credentials, is prevented from attending one or more meetings, may arrange to be represented by the delegation of another country, provided that notice in writing is given to the Chairman of the meeting concerned. However, a delegation may represent only a single country other than its own.

7 The delegates of member countries which are not parties to an Agreement may take part in the debates of Congress concerning that Agreement, without the right to vote.

Article 4

Order of seating

- 1 At Congress and Committee meetings, delegations shall be seated in the French alphabetical order of the member countries represented.
- 2 The Chairman of the Executive Council shall draw lots, in due course, for the name of the country to be placed foremost before the rostrum at Congress and Committee meetings.

Article 5

Observers

- 1 Representatives of the United Nations may take part in the debates of Congress.
- 2 Observers from intergovernmental international organizations shall be admitted to meetings of Congress or of its Committees when questions of interest to these organizations are being discussed. In the same cases, observers from non-governmental international organizations shall be admitted to meetings of Committees.
- 3 Qualified representatives of the Restricted Unions established in accordance with article 8, paragraph 1, of the Constitution shall also be admitted as observers when the Unions concerned express a wish to that effect.
- 4 The observers referred to in paragraphs 1 to 3 shall take part in the debates without the right to vote.

Article 6

Doyen of Congress

- 1 The postal administration of the host country of Congress shall suggest the person to be appointed as Doyen of Congress in agreement with the International Bureau. The Executive Council shall approve this appointment in due course.
- 2 At the opening of the first plenary meeting of each Congress, the Doyen shall act as Chairman until Congress has elected one. He shall also exercise the functions assigned to him under the present Rules.

Article 7

Chairmanships and vice-chairmanships of Congress and Committees

- 1 At its first plenary meeting, Congress shall elect, on the proposal of the Doyen, the Chairman of Congress and then approve, on the proposal of the Executive Council, the appointment of the member countries which are to assume the vice-chairmanships of Congress and the chairmanships and vice-chairmanships of the Committees. These posts will be assigned taking as much account as possible of the equitable geographical distribution of the member countries.
- 2 The Chairmen shall open and close the meetings over which they preside, direct the debates, give speakers the floor, put proposals to the vote and announce what majority is required for their adoption, announce decisions and, subject to the approval of Congress, interpret such decisions if necessary.
- 3 The Chairmen shall see that the present Rules are observed and that order is maintained at meetings.
- 4 Any delegation may appeal to Congress or the Committee against a decision taken by the Chairman on the basis of a provision or interpretation of the Rules. The Chairman's decision shall nevertheless hold good unless rescinded by a majority of the members present and voting.
- 5 Should the member country appointed to the chairmanship be no longer able to exercise this function, one of the Vice-Chairmen shall be appointed by Congress or the Committee to replace it.

Article 8

Bureau of Congress

1 The Bureau shall be the central body responsible for directing the work of Congress. It shall consist of the Chairman and Vice-Chairmen of Congress and the Chairmen of the Committees. It shall meet periodically to review the progress of the work of Congress and its Committees and to make recommendations designed to facilitate such progress. It shall assist the Chairman in drawing up the agenda of each plenary meeting and in coordinating the work of the Committees. It shall make recommendations relating to the closing of Congress.

2 The Secretary-General of Congress and the Assistant Secretary-General, mentioned in article 11, paragraph 1, shall attend the meetings of the Bureau.

Article 9

Membership of Committees

1 The member countries represented in Congress shall, as of right, be members of the Committees responsible for studying proposals relating to the Constitution, the General Regulations, the Convention and its Detailed Regulations.

2 Member countries represented in Congress which are parties to one or more of the optional Agreements shall, as of right, be members of the Committee and/or Committees responsible for the revision of these Agreements. The right to vote of members of the Committee or Committees shall be confined to the Agreement or Agreements to which they are parties.

3 Delegations which are not members of Committees dealing with the Agreements and their Detailed Regulations may attend meetings of those Committees and take part in the debates without the right to vote.

Article 10

Working parties

Each Committee may set up working parties to study special questions.

Article 11

Secretariat of Congress and of Committees

1 The Director-General and the Deputy Director-General of the International Bureau shall act as Secretary-General and Assistant Secretary-General of Congress, respectively.

2 The Secretary-General and the Assistant Secretary-General shall attend the meetings of Congress and of the Bureau of Congress and take part in the debates without the right to vote. They may also attend, under the same conditions, Committee meetings or be represented thereat by a senior official of the International Bureau.

3 The work of the Secretariat of Congress, the Bureau of Congress and the Committees shall be performed by the staff of the International Bureau in conjunction with the administration of the host country.

4 Senior officials of the International Bureau shall act as Secretaries of Congress, of the Bureau of Congress and of the Committees. They shall assist the Chairman during meetings and shall be responsible for writing the minutes or reports.

5 The Secretaries of Congress and of the Committees shall be assisted by Assistant Secretaries.

6 Rapporteurs proficient in French shall take the minutes of Congress and of the Committees.

Article 12

Languages of debates

- 1 Subject to paragraph 2, French, English, Spanish and Russian may be used for debates, by means of a system of simultaneous or consecutive interpretation.
- 2 The debates of the Drafting Committee shall be held in French.
- 3 Other languages may also be used for the debates mentioned in paragraph 1. The language of the host country shall have priority in this connection. Delegations using other languages shall arrange for simultaneous interpretation into one of the languages mentioned in paragraph 1, either by means of the simultaneous interpretation system, when the necessary technical alterations can be made, or by special interpreters.
- 4 The cost of installing and maintaining the technical equipment shall be borne by the Union.
- 5 The cost of the interpretation services shall be divided among the member countries using the same language in proportion to their contributions to the expenses of the Union.

Article 13

Languages used for drafting Congress documents

- 1 Documents prepared during Congress including draft decisions submitted to Congress for approval shall be published in French by the Secretariat of Congress.
- 2 To this end, documents produced by delegations of member countries shall be submitted in French, either direct or through the intermediary of the translation services attached to the Congress Secretariat.
- 3 The above services, organized at their own expense by the language groups set up in accordance with the relevant provisions of the General Regulations, may also translate Congress documents into their respective languages.

Article 14

Proposals

- 1 All questions brought before Congress shall be the subject of proposals.
- 2 All proposals published by the International Bureau before Congress shall be regarded as being submitted to Congress.
- 3 Two months before Congress opens, no proposal shall be considered except those amending earlier proposals.
- 4 The following shall be regarded as amendments: any proposal which, without altering the substance of the original proposal, involves a deletion from, addition to or revision of a part of the original proposal. No proposed change shall be regarded as an amendment if it is inconsistent with the meaning or intent of the original proposal. In case of doubt, Congress or the Committee shall decide the matter.
- 5 Amendments submitted at Congress to proposals already made shall be handed in to the Secretariat in writing, in French, before noon on the day but one before the day on which they will be discussed, so that they can be distributed to delegates the same day. This time limit shall not apply to amendments arising directly from the debates in Congress or in a Committee. In the latter case, if so requested, the author of the amendment shall submit a written version in French, or in case of difficulty, in any other language used for debates. The Chairman concerned shall read it out or have it read out.
- 6 The procedure laid down in paragraph 5 shall also apply to the submission of proposals that are not designed to amend the text of the Acts (draft resolutions, draft recommendations, draft formal opinions, etc).
- 7 Any proposal or amendment shall give the final form of the text which is to be inserted in the Acts of the Union, subject, of course to revision by the Drafting Committee.

Article 15

Consideration of proposals in Congress and in Committees

1 Drafting proposals (the number of which shall be followed by the letter R) shall be assigned to the Drafting Committee either direct, if the International Bureau has no doubt as to their nature (a list of such proposals shall be drawn up for the Drafting Committee by the International Bureau), or, if the International Bureau is in doubt as to their nature, after the other Committees have confirmed that they are purely of a drafting nature (a list of such proposals shall likewise be drawn up for the Committees concerned). If, however, such proposals are linked with other proposals of substance to be considered by Congress or by other Committees, the Drafting Committee shall postpone consideration of them until after Congress or the other Committees have taken a decision on the corresponding proposals of substance. Proposals whose numbers are not followed by the letter R but which, in the opinion of the International Bureau, are of a drafting nature, shall be referred direct to the Committees concerned with the corresponding proposals of substance. When these Committees begin work, they shall decide which of the proposals shall be assigned direct to the Drafting Committee. A list of these proposals shall be drawn up by the International Bureau for the Committees concerned.

2 If the same question is the subject of several proposals, the Chairman shall decide the order in which they are to be discussed, starting as a rule, with the proposal which departs most from the basic text and entails the most significant change in relation to the status quo.

3 If a proposal can be subdivided into several parts, each part may, if the originator of the proposal or the assembly so agrees, be considered and voted upon separately.

4 Any proposal withdrawn in Congress or in Committee by its originator may be resubmitted by the delegation of another member country. Similarly, if an amendment to a proposal is accepted by the originator of the proposal, another delegation may resubmit the original, unamended proposal.

5 Any amendment to a proposal which is accepted by the delegation submitting the proposal shall be immediately included in the text thereof. If the originator of the original proposal does not accept an amendment, the Chairman shall decide whether the amendment or the proposal shall be voted upon first, starting with whichever departs furthest from the meaning or intent of the basic text and entails the most significant change in relation to the status quo.

6 The procedure described in paragraph 5 shall also apply where more than one amendment to a proposal is submitted.

7 The Chairman of Congress and the Chairmen of Committees shall arrange for the text of the proposals, amendments or decisions adopted to be passed to the Drafting Committee, in writing, after each meeting.

Article 16

Debates

1 Delegates may not take the floor until they have been given permission to do so by the Chairman of the meeting. They shall be urged to speak slowly and distinctly. The Chairman shall afford delegates the possibility of freely and fully expressing their views on the subject discussed, so long as that is compatible with the normal course of the debate.

2 Unless a majority of the members present and voting decides otherwise, speeches shall not exceed five minutes. The Chairman shall be authorized to interrupt any speaker who exceeds the said authorized time. He may also ask the delegate not to depart from the subject.

3 During a debate, the Chairman may, with the agreement of the majority of the members present and voting, declare the list of speakers closed after reading it out. When the list is exhausted, he shall declare the debate closed, although even after the closing of the list he may grant the originator of the proposal under discussion the right to reply to any of the speeches delivered.

4 The Chairman may also, with the agreement of the majority of the members present and voting, limit the number of speeches by any one delegation on a proposal or a certain group of proposals; but the originator of the proposal shall be given the opportunity of introducing it and speaking subsequently if he asks to do so in order to make new points in reply to the speeches of other delegations, so that he may, if he wishes, be the last speaker.

5 With the agreement of the majority of the members present and voting, the Chairman may limit the number of speeches on a proposal or a certain group of proposals; but this limit may not be less than five for and five against the proposal under discussion.

Article 17

Motions on points of order and procedural motions

1 During the discussion of any question and even, where appropriate, after the closure of the debate, a delegation may submit a motion on a point of order for the purpose of requesting:

- clarification on the conduct of the debates;
- observance of the Rules of Procedure;
- a change in the order of discussion of proposals suggested by the Chairman.

The motion on a point of order shall take precedence over all questions, including the procedural motions set forth in paragraph 3.

2 The Chairman shall immediately give the desired clarifications or take the decision which he considers advisable on the subject of the motion on a point of order. In the event of an objection, the Chairman's decision shall be put to the vote forthwith.

3 In addition, during discussion of a question, a delegation may introduce a procedural motion with a view to proposing:

- a the suspension of the meeting;
- b the closure of the meeting;
- c the adjournment of the debate on the question under discussion;
- d the closure of the debate on the question under discussion.

Procedural motions shall take precedence, in the order set out above, over all other proposals except the motions on points of order referred to in paragraph 1.

4 Motions for the suspension or closure of the meeting shall not be discussed, but shall be put to the vote immediately.

5 When a delegation proposes adjournment or closure of the debate on a question under discussion, only two speakers against the adjournment or the closure of the debate may speak, after which the motion shall be put to the vote.

6 The delegation which submits a motion on a point of order or a procedural motion may not, in its submission, deal with the substance of the question under discussion. The proposer of a procedural motion may withdraw it before it has been put to the vote, and any motion of this kind, whether amended or not, which is withdrawn may be reintroduced by another delegation.

Article 18

Quorum. General provisions concerning voting

1 Half the member countries represented at Congress or on the Committee and having the right to vote shall constitute a quorum. Regarding the Agreements, the quorum shall be formed by the presence or representation at the meeting of at least half of the member countries represented which are parties to the Agreement concerned.

2 Questions which cannot be settled by common consent shall be decided by vote.

3 Delegations which are present but do not take part in a given vote, or which state that they do not wish to take part therein, shall not be regarded as being absent for the purpose of determining whether a quorum is formed as required in paragraph 1.

4 When the number of abstentions, and blank or null and void ballot papers exceeds half the number of votes cast (for, against and abstentions), consideration of the matter shall be deferred until a subsequent meeting, at which abstentions and blank or null and void ballot papers shall be disregarded.

Article 19

Voting procedures

1 Votes shall be taken by the traditional system or by the electronic voting system. They shall normally be taken by the electronic system when that system is available to the assembly. However, in the case of a secret ballot, the traditional system may be used if one delegation, supported by a majority of the delegations present and voting, so requests.

2 For the traditional system, the methods of voting shall be as follows:

- a by show of hands. If there is doubt about the result of such a vote, the Chairman, if he so wishes or if a delegation so requests, may arrange for an immediate roll-call vote on the same question;
- b by roll-call, at the request of a delegation or if so decided by the Chairman. The roll shall be called according to the French alphabetical order of the countries represented, beginning with the country whose name is drawn by lot by the Chairman. The result of the vote, together with a list of the countries grouped according to the way they voted, shall be included in the minutes of the meeting;
- c by secret ballot, using ballot papers, if requested by two delegations. In this case, the Chairman of the meeting shall appoint three tellers and make the necessary arrangements for the holding of a secret ballot.

3 For the electronic system, the methods of voting shall be as follows:

- a non-recorded vote: it replaces a vote by show of hands;
- b recorded vote: it replaces a roll-call vote; however, the names of the countries shall not be called unless one delegation, supported by a majority of the delegations present and voting, so requests;
- c secret ballot: it replaces the secret ballot by ballot papers.

4 Regardless of the system of voting used, the secret ballot shall take precedence over any other voting procedure.

5 Once the voting has begun, no delegation may interrupt it, except to raise a point of order relating to the way in which the vote is being taken.

6 After the vote, the Chairman may permit delegates to explain why they voted as they did.

Article 20

Conditions of approval of proposals

1 To be adopted, proposals involving amendments to the Acts must:

- a in the case of the Constitution, be approved by at least two thirds of the member countries of the Union; two thirds of the latter shall be present when the vote is taken;
- b in the case of the General Regulations, be approved by a majority of the member countries represented in Congress; two thirds of the member countries of the Union shall be present when the vote is taken;
- c in the case of the Convention and its Detailed Regulations, be approved by a majority of the member countries present and voting;
- d in the case of the Agreements and their Detailed Regulations, be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreements.

2 Procedural matters which cannot be settled by common consent shall be decided by a majority of the member countries present and voting. The same shall apply to decisions not concerning changes in the Acts, unless Congress decides otherwise by a majority of the member countries present and voting.

3 Subject to article 18, paragraph 4, "member countries present and voting" means member countries voting "for" or "against", abstentions being ignored in counting the votes required to constitute a majority as well as blank or null and void ballot papers in the case of a secret ballot.

4 In the event of a tie, a proposal shall be regarded as rejected.

Article 21

Election of the members of the Executive Council or the Consultative Council for Postal Studies

In order to decide between countries which have obtained the same number of votes in elections of members of the Executive Council or the Consultative Council for Postal Studies, the Chairman shall draw lots.

Article 22

Election of the Director-General and the Deputy Director-General of the International Bureau

1 The elections of the Director-General of the International Bureau and of the Deputy Director-General shall take place by secret ballot successively at one or more meetings held on the same day. The candidate who obtains a majority of the votes cast by the member countries present and voting shall be elected. As many ballots shall be held as are necessary for a candidate to obtain this majority.

2 "Member countries present and voting" shall mean member countries voting for one of the candidates whose applications have been announced in due and proper form, abstentions and blank or null and void ballot papers being ignored in counting the votes required to constitute a majority.

3 If the number of abstentions and blank or null and void ballot papers exceeds half the number of votes cast in accordance with paragraph 2, the election shall be deferred to a later meeting, at which abstentions and blank or null and void ballot papers shall no longer be taken into account.

4 The candidate who obtains the least number of votes in any one ballot shall be eliminated.

5 In the event of a tie, an additional ballot, and if necessary a second additional ballot shall be held in an attempt to decide between the tying candidates, the vote relating only to these candidates. If the result is inconclusive, the election shall be decided by drawing lots. The lots shall be drawn by the Chairman.

Article 23

Minutes

1 The minutes of the meetings of Congress and Committees shall record the course of the meetings, briefly summarize speeches, and mention proposals and the outcome of the debates. Minutes shall be prepared of the plenary meetings and summarized minutes of the Committee meetings.

2 The minutes of Committee meetings may be replaced by reports to Congress if the Executive Council so decides. As a general rule, Working Parties shall prepare a report for the body that set them up.

3 Each delegate, however, shall be entitled to ask for any statement made by him to be included in the minutes or in the report either verbatim or in summary form, provided the French text is handed to the Secretariat not later than two hours after the end of the meeting.

4 Delegates shall be allowed a period of twenty-four hours, from the moment when the draft minutes or the draft report are distributed, in which to make their comments to the Secretariat, which, if necessary, shall act as an intermediary between the party concerned and the Chairman of the meeting in question.

5 As a general rule and subject to the provisions of paragraph 4, at the beginning of each meeting of Congress, the Chairman shall submit the minutes of a previous meeting for approval. The same shall apply in regard to those Committees whose proceedings are recorded in the form of minutes or a report. The minutes or reports of the last meetings which it has not been possible to approve in Congress or in a Committee shall be approved by the respective Chairmen of the meetings. The International Bureau shall also take account of any comments received from delegates of member countries within forty days of the dispatch of the minutes to them.

6 The International Bureau shall be authorized to correct in the minutes or reports of meetings of Congress and Committees any material errors which were not brought to light when the minutes were approved in accordance with paragraph 5.

Article 24

Approval by Congress of draft decisions (Acts, resolutions, etc)

1 As a general rule, each draft Act submitted by the Drafting Committee shall be studied article by article. It can only be regarded as adopted after an overall favourable vote. Article 20, paragraph 1, shall apply to such a vote.

2 During this study, any delegation may reopen a proposal which has been carried or rejected in Committee. An appeal relating to a rejected proposal shall be subject to the delegation's having notified the Chairman of Congress accordingly, in writing, at least one day before the meeting at which the relevant provisions of the draft Act is to be submitted to Congress for approval.

3 Nonetheless, it shall always be possible, if the Chairman considers it desirable for the progress of Congress work, to consider appeals before considering the draft Acts submitted by the Drafting Committee.

4 When a proposal has been adopted or rejected by Congress, it can only be reconsidered by the same Congress if the appeal has been supported by at least ten delegations and approved by a two-thirds majority of the members present and voting. This possibility is limited to proposals submitted direct to plenary meetings, it being understood that a single question cannot give rise to more than one appeal.

5 The International Bureau shall be authorized to correct in the final Acts any material errors which have not come to light during the study of the draft Acts, the numbering of articles and paragraphs and references.

6 Paragraphs 2 to 5 shall also apply to draft decisions other than draft Acts (resolutions, formal opinions, etc).

Article 25

Assignment of studies to the Executive Council and the Consultative Council for Postal Studies

On the recommendation of its Bureau, Congress shall assign studies to the Executive Council and the Consultative Council for Postal Studies, as follows, taking account of the respective compositions and responsibilities of these two bodies:

- a as a rule, to the Executive Council when they concern the structure, organization and general administration of the Union. The same shall apply to questions with major financial repercussions (charges, transit charges, basic airmail conveyance rates, parcel-post rates, etc) and which may involve amendment of the Acts;
- b to the Consultative Council for Postal Studies when such studies relate to technical, operational, economic and technical cooperation matters.

Article 26

Reservations to Acts

Reservations must be submitted in writing in French (proposals concerning the Final Protocol), in order that they may be considered by Congress before the signing of Acts.

Article 27

Signature of Acts

Acts finally approved by Congress shall be submitted to the plenipotentiaries for signature.

Article 28

Amendment of the Rules

1 Each Congress may amend the Rules of Procedure. In order to be accepted for discussion, proposals to amend the present Rules, unless submitted by a UPU body empowered to put forward proposals, shall be supported in Congress by at least ten delegations.

2 To be adopted, proposals for amendments to the present Rules must be approved by at least two thirds of the member countries represented in Congress.

RATIFICATIONS OF THE THIRD ADDITIONAL PROTOCOL TO THE
CONSTITUTION OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

<i>State</i>	<i>Date of deposit of instrument of Ratification</i>
Afghanistan	3 Sept 1986
Algeria... ..	2 Dec 1986
Angola... ..	5 Mar 1990
Australia	9 Feb 1988
Austria	22 July 1987
Bahamas	25 Apr 1988
Bangladesh	8 May 1987
Belgium	20 Dec 1985
Bolivia	16 Aug 1988
Botswana	3 Feb 1986
Bulgaria	14 Jan 1986
Byelorussian Soviet Socialist Republic	3 Oct 1990
Canada	8 Jan 1987
Chad	28 Jan 1987
Chile	24 Aug 1987
China, People's Republic of	23 Feb 1987
Cuba	30 Nov 1989
Cyprus... ..	28 June 1988
Czechoslovakia	6 Aug 1987
Denmark	3 Oct 1986
Dominica	3 May 1988
Ethiopia	9 Jan 1986
Finland	19 June 1986
France	19 Jan 1987
German Democratic Republic	29 Oct 1986
Germany, Federal Republic of*	20 Aug 1986
Guatemala	17 Nov 1986
Hungary	24 Aug 1987
Iceland... ..	1 July 1986
Indonesia	11 Jan 1990
Ireland, Republic of	23 Nov 1989
Israel	18 Mar 1988
Japan	30 July 1985
Jordan	12 Mar 1986
Kenya	21 Sept 1989
Korea, North†	18 Feb 1987
Korea, Republic of	5 Aug 1986
Lebanon	24 July 1987
Lesotho	24 Sep 1986
Liechtenstein	18 Nov 1985
Luxembourg	4 Mar 1986
Madagascar	3 Dec 1986
Malawi	3 Feb 1987
Malaysia	13 Aug 1986
Mexico	3 June 1987
Monaco	5 Oct 1989
Netherlands	8 Jan 1987‡
New Zealand	17 Nov 1988§
Niger	25 Nov 1988
Nigeria	16 Apr 1987
Norway	10 Dec 1987
Oman	26 July 1988
Poland... ..	9 Feb 1988
Qatar	17 Sep 1986
Romania	17 June 1987
Rwanda	18 May 1988

<i>State</i>	<i>Date of deposit of instrument of Ratification</i>
San Marino	14 Mar 1988
Saudi Arabia	28 June 1988
Singapore	21 May 1986
Spain	6 July 1987
Sri Lanka	10 Sept 1987
Sudan	21 Sept 1990
Swaziland	12 June 1986
Sweden	4 Feb 1986
Switzerland	5 Dec 1985
Syria	25 Oct 1988
Thailand	27 Aug 1986
Togo	25 Jan 1989
Tunisia	22 May 1986
Union of Soviet Socialist Republics...	28 Sept 1990
United Kingdom	15 July 1986 [¶]
United States of America	6 June 1986
Vatican City	8 Mar 1991
Venezuela	2 Aug 1988
Vietnam	13 Nov 1989
Yugoslavia	22 Dec 1988

ACCESSIONS

Albania	15 Feb 1988
Brunei	15 Feb 1990
El Salvador	4 Aug 1989
Italy	5 Aug 1987
Laos	27 Jan 1987
Libya	12 July 1988
Nicaragua	15 Feb 1988
Philippines	11 Dec 1986
Saint Christopher and Nevis...	26 Nov 1987
Saint Lucia	19 Dec 1986
Western Samoa	13 July 1989

* Includes Berlin (West).

† Not recognised by the United Kingdom.

‡ Includes the Kingdom in Europe, Aruba and the Netherlands Antilles.

§ Includes the Cook Islands, Niue and Tokelau.

¶ The United Kingdom instrument of ratification included: the Channel Islands, the Isle of Man, Anguilla, Bermuda, British Antarctic Territory, British Indian Ocean Territory, British Virgin Islands, Cayman Islands, Falkland Islands, Gibraltar, Hong Kong, Montserrat, Pitcairn, Henderson, Ducie and Oeno Islands, Saint Helena, Saint Helena Dependencies, South Georgia and South Sandwich Islands and Turks and Caicos Islands.

RATIFICATIONS AND APPROVALS OF THE GENERAL REGULATIONS
OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

<i>State</i>	<i>Date of deposit of instrument of Ratification or Approval (Ap)</i>
Afghanistan	3 Sept 1986
Algeria	2 Dec 1986
Angola	5 Mar 1990
Australia	9 Feb 1988
Austria	22 July 1987
Bahamas	25 Apr 1988
Bangladesh	8 May 1987
Belgium	20 Dec 1985 (Ap)
Bolivia	16 Aug 1988
Botswana	3 Feb 1986
Bulgaria	14 Jan 1986 (Ap)
Byelorussian Soviet Socialist Republic	13 Feb 1990 (Ap)
Canada	8 Jan 1987
Chad	28 Jan 1987
Chile	24 Aug 1987
China, People's Republic of	23 Jan 1987 (Ap)
Cuba	30 Nov 1989
Cyprus	28 June 1988
Czechoslovakia	6 Aug 1987 (Ap)
Denmark	not required
Dominica	3 May 1988
Finland	19 June 1986 (Ap)
France	19 Jan 1987 (Ap)
German Democratic Republic	29 Oct 1986 (Ap)
Germany, Federal Republic of*	20 Aug 1986
Guatemala	17 Nov 1986
Hungary	27 July 1987 (Ap)
Iceland	1 July 1986
Indonesia	17 Apr 1990 (Ap)
Ireland, Republic of	23 Nov 1989
Israel	18 Mar 1988 (Ap)
Japan	30 July 1985
Jordan	12 Mar 1986
Kenya	30 May 1989
Korea, North†	18 Feb 1987
Korea, Republic of	5 Aug 1986 (Ap)
Lebanon	24 July 1987
Lesotho	24 Sep 1986 (Ap)
Liechtenstein	18 Nov 1985
Luxembourg	4 Mar 1986
Madagascar	3 Dec 1986 (Ap)
Malawi	3 Feb 1987
Malaysia	13 Aug 1986
Mexico	3 June 1987
Monaco	5 Oct 1989 (Ap)
Netherlands	8 Jan 1987 (Ap)‡
New Zealand	22 May 1985 §
Niger	25 Nov 1988 (Ap)
Nigeria	22 May 1985
Norway	10 Dec 1987 (Ap)
Oman	26 July 1988
Poland	12 Apr 1988 (Ap)
Qatar	17 Sep 1986
Romania	17 June 1987 (Ap)
Rwanda	18 May 1988
San Marino	14 Mar 1988

<i>State</i>	<i>Date of deposit of instrument of Ratification or Approval (Ap)</i>
Saudi Arabia	28 June 1988
Singapore	21 May 1986 (Ap)
Spain	6 July 1987
Sri Lanka	10 Sept 1987
Swaziland	12 June 1986
Sweden... ..	4 Feb 1986 (Ap)
Switzerland	5 Dec 1985
Sudan	21 Sept 1990
Syria	25 Oct 1988
Thailand	27 Aug 1986 (Ap)
Togo	8 Mar 1989 (Ap)
Tunisia... ..	22 May 1986
United Kingdom	15 July 1986 (Ap)¶
United States of America	6 June 1986
Venezuela	2 Aug 1988
Vietnam	13 Nov 1989 (Ap)
Yugoslavia	22 Dec 1988

ACCESSIONS

Albania	15 Feb 1988
Brunei	15 Feb 1990
Italy	5 Aug 1987
Laos	27 Feb 1987
Libya	12 July 1988
Nicaragua	15 Feb 1988
Philippines	11 Dec 1986
Saint Christopher and Nevis	26 Nov 1987
Saint Lucia	19 Dec 1986
Western Samoa	13 July 1989

* Includes Berlin (West).

† Not recognised by the United Kingdom.

‡ Includes the Kingdom in Europe, Aruba and the Netherlands Antilles.

§ Includes the Cook Islands, Niue and Tokelau.

¶ The United Kingdom notification included: the Channel Islands, the Isle of Man, Anguilla, Bermuda, British Antarctic Territory, British Indian Ocean Territory, British Virgin Islands, Cayman Islands, Falkland Islands, Gibraltar, Hong Kong, Montserrat, Pitcairn, Henderson, Ducie and Oeno Islands, Saint Helena, Saint Helena Dependencies, South Georgia and South Sandwich Islands and Turks and Caicos Islands.